



**PROVENCE-ALPES-  
CÔTE-D'AZUR**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°R93-2025-300

PUBLIÉ LE 17 DÉCEMBRE 2025

# Sommaire

## Agence régionale de santé PACA /

R93-2025-12-11-00005 - 2025 11 décembre-Arrêté conseil de surveillance-CHBD-RAA 052025121100003 (3 pages)	Page 3
R93-2025-12-03-00137 - DECISION 130008428 20251203 (8 pages)	Page 7
R93-2025-12-03-00138 - DECISION 130008568 20251203 (8 pages)	Page 16
R93-2025-12-03-00139 - DECISION 130008733 20251203 (8 pages)	Page 25
R93-2025-12-03-00132 - DECISION 130011679 20251203 (8 pages)	Page 34
R93-2025-12-03-00133 - DECISION 130014178 20251203 (8 pages)	Page 43
R93-2025-12-03-00134 - DECISION 130014368 20251203 (8 pages)	Page 52
R93-2025-12-03-00135 - DECISION 130017908 20251203 (8 pages)	Page 61
R93-2025-12-03-00136 - DECISION 130017999 20251203 (8 pages)	Page 70
R93-2025-12-04-00011 - DECISION PORTANT AUTORISATION DE LA PHARMACIE A USAGE INTERIEUR??DE L'ASSOCIATION POUR LE TRAITEMENT DE L'INSUFFISANCE RENALE (ATIR) A AVIGNON (84000)?? (4 pages)	Page 79
R93-2025-12-08-00006 - Décision portant autorisation de la pharmacie à usage intérieur de la Clinique Sainte Marthe Saint Joseph sise 9 traverse du Canet à MARSEILLE (13014). (3 pages)	Page 84
R93-2025-12-09-00012 - DECISION PORTANT MODIFICATION DE LA DECISION PORTANT ATTRIBUTION DE LA LICENCE DE TRANSFERT N° 83#000721 A LA SELARL PHARMACIE DES ECOLES SISE 8 PLACE ANDRE ALLEGRE A LA LONDE-LES-MAURES (83250)???? (2 pages)	Page 88
R93-2025-12-09-00006 - Decision pui la costiere (3 pages)	Page 91

Agence régionale de santé PACA

R93-2025-12-11-00005

2025 11 décembre-Arrêté conseil de  
surveillance-CHBD-RAA 052025121100003

Réf : DD05-1225-12477-D

**ARRETE N° 05-2025-12-11-00003**  
**modifiant la composition nominative**  
**du Conseil de Surveillance du Centre Hospitalier Buëch-Durance**  
**(Hautes-Alpes)**

**Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Provence-Alpes-Côte d'Azur,**

**Vu** le Code de la santé publique, notamment ses articles L.6143-5, L.6143-6, R.6143-1 à R.6143-4 et R.6143-12 ;

**Vu** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

**Vu** l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination avec la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

**Vu** le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;

**Vu** le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

**Vu** le décret n°2010-361 du 8 avril 2010 relatif aux conseils de surveillance des établissements publics de santé ;

**Vu** le décret n°2011-117 du 27 janvier 2011 modifiant la composition des commissions médicales d'établissement ;

**Vu** le décret n°2013-841 du 20 septembre 2013 modifiant les dispositions relatives à la commission médicale d'établissement et aux transformations des établissements publics de santé ;

**Vu** le décret du 16 juillet 2024 portant nomination de Monsieur Yann BUBIEN, directeur d'hôpital hors classe, en qualité de Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

**Vu** l'arrêté du 03 novembre 2005 fixant la procédure des élections aux commissions médicales des établissements publics de santé ;

**Vu** l'arrêté du 03 juillet 2024 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Provence-Alpes-Côte d'Azur modifiant la composition nominative du conseil de surveillance du Centre Hospitalier Buëch-Durance (Hautes-Alpes) ;

**Vu** l'extrait du procès-verbal des élections en date du 17 novembre 2025 désignant les membres de la commission médicale d'établissement et Monsieur Benjamin GODECHOT en qualité de président de la commission médicale d'établissement ;

**Vu** la désignation en date du 17 novembre 2025 de Madame Christelle GRALL et Monsieur Sébastien HARDY, en qualité de représentants de la commission médicale d'établissement avec voix délibérative au sein du conseil



de surveillance du Centre Hospitalier Buëch-Durance et Monsieur Benjamin GODECHOT en qualité de président de la commission médicale d'établissement, membre dudit conseil de surveillance avec voix consultative ;

**Vu** l'attestation de non-incompatibilité de Monsieur Benjamin GODECHOT au sens de l'article L.6143-6 du Code de la santé publique en date du 21 novembre 2025 ;

**Vu** l'attestation de non-incompatibilité de Madame Christelle GRALL au sens de l'article L.6143-6 du Code de la santé publique en date du 28 novembre 2025 ;

**Vu** l'attestation de non-incompatibilité de Monsieur Sébastien HARDY au sens de l'article L.6143-6 du Code de la santé publique en date du 24 novembre 2025 ;

## **Arrêté**

**Article 1 :** Monsieur le Docteur Benjamin GODECHOT est désigné président de la commission médicale d'établissement. Madame le Docteur Christelle GRALL et Monsieur le Docteur Sébastien HARDY sont nommés membres du conseil de surveillance au titre de représentants de la commission médicale d'établissement ;

**Article 2 :** le conseil de surveillance de l'établissement public de santé du Centre Hospitalier Buëch-Durance situé route d'Arzeliers 05300 Lagne-Montéglin (Hautes-Alpes) est composé des membres ci-après :

### **I. Sont membres du Conseil de Surveillance avec voix délibératives :**

#### **1° En qualité de représentants des collectivités territoriales :**

- Monsieur Jean-Marc DUPRAT, Maire de la commune de Lagne-Montéglin, membre de droit ;
- Madame Françoise PINET, représentante de Monsieur Le Président du Conseil Départemental des Hautes-Alpes ;
- Madame Anne TRUPHEME, représentante du Conseil Départemental des Hautes-Alpes ;
- Monsieur Gilles CREMILLIEUX, 2ème délégué représentant de la Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch ;
- Madame Martine GARCIN, représentante de la Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch.

#### **2° En qualité de représentants du personnel :**

- Madame le Docteur Christelle GRALL, praticienne hospitalier, représentante de la commission médicale d'établissement ;
- Monsieur le Docteur Sébastien HARDY, praticien hospitalier, représentant de la commission médicale d'établissement ;
- Madame Stéphanie ROSSETTO-DOUSSOULIN, infirmière, représentante de la commission des soins infirmiers, de rééducation et médico techniques ;
- Madame Véronique BECOURT, déléguée syndicale du syndicat Force ouvrière ;
- Monsieur Frédéric HECHINGER, délégué syndical du syndicat Force ouvrière.

#### **3° En qualité de personnalités qualifiées :**

- Madame Henriette MARTINEZ, désignée par le Préfet du département des Hautes-Alpes ;
- Madame Dominique COUTTON, représentante des usagers au sens de l'article L1114-1 du code de la santé publique désignée par le Préfet du département des Hautes-Alpes ;

- Madame Fabienne SERRANO, désignée par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- Monsieur Alain DUBOS, représentant des usagers de l'UNAFAM, désignée par le Préfet du département des Hautes-Alpes ;
- Un poste à pourvoir désigné(e) par le DGARS.

**II. Sont membres du conseil de surveillance avec voix consultatives :**

- Le Vice-Président du Directoire du Centre Hospitalier Buëch-Durance (Président de la commission médicale d'établissement) ;
- Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- Le Directeur de la Caisse Commune de Sécurité Sociale des Hautes-Alpes ;
- Un poste à pourvoir de représentant (e) des familles de personnes accueillies en unité de soins de longue durée ou EHPAD.

**Article 3 :** La durée des fonctions de membre de conseil de surveillance est de cinq ans. Le mandat des membres du conseil de surveillance prend fin en même temps que le mandat ou les fonctions au titre desquels les intéressés ont été désignés sous réserve des dispositions de l'alinéa suivant.

Le mandat des membres désignés par les assemblées délibérantes des collectivités territoriales prend fin lors de chaque renouvellement de ces assemblées. Toutefois, ces membres continuent de siéger au sein du conseil de surveillance jusqu'à la désignation de leurs remplaçants par la nouvelle assemblée.

Le mandat des membres désignés sur proposition des organisations syndicales les plus représentatives expire lors de chaque renouvellement du comité social d'établissement. Toutefois, ils continuent de siéger au sein du conseil de surveillance jusqu'à la désignation de leurs remplaçants.

**Article 4 :** un recours contentieux peut être formé auprès du tribunal administratif territorialement compétent dans un délai franc de deux mois à compter de la notification du présent arrêté pour les intéressés ou de sa publication pour les tiers.

**Article 5 :** le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Directeur de l'Organisation des Soins, la Directrice de la Délégation départementale des Hautes-Alpes de l'Agence Régionale de Santé Provence-Alpes-Côte d'Azur et le Directeur du Centre Hospitalier Buëch-Durance (Hautes-Alpes) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de région Provence-Alpes-Côte d'Azur et de celle du département des Hautes-Alpes.

Fait à Marseille, le

**11 DEC. 2025**

**Le Directeur Général de l'ARS PACA**

**Yann BUBIEN**

Agence régionale de santé PACA

R93-2025-12-03-00137

DECISION 130008428 20251203

**DECISION TARIFAIRE MODIFICATIVE N° 1083 FIXANT  
LE FORFAIT GLOBAL DE SOINS POUR 2025 CONCERNANT  
EHPAD LES JARDINS D'ARTEMIS - 130008428**

**Le Directeur Général de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur ;**

- VU** le Code de l'action sociale et des familles (CASF), notamment ses articles L. 314-3 et L. 314-3-1 ;
- VU** la Loi n° 2025-199 du 28 février 2025 de financement de la sécurité sociale pour 2025 ;
- VU** l'Article 18-II de la loi n° 2023-1195 du 18 décembre 2023 de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027 ;
- VU** le Décret n° 2025-86 du 30 janvier 2025 relatif au taux de cotisations vieillesse des employeurs des agents affiliés à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales ;
- VU** le Décret n°2024-1168 du 6 décembre 2024 portant transfert de compétence entre juridictions de l'ordre administratif pour le contentieux de la tarification sanitaire et sociale ;
- VU** le Décret du 16 juillet 2024 portant nomination de Monsieur Yann Bubien en qualité de Directeur Général de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- VU** l'Article 5 du Décret n° 2023-323 du 28 avril 2023 relatif à la tarification des soins infirmiers à domicile pour les personnes âgées et personnes handicapées ;
- VU** l'Arrêté du 02 juin 2025 fixant pour l'année 2025 l'objectif de dépenses et le montant total annuel des dépenses pour les établissements et services relevant de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie mentionnée à l'article L. 314-3 du code de l'action sociale et des familles et fixant le montant mentionné à l'article L. 314-3-4 du même code ;
- VU** l'Arrêté du 28 mai 2025 fixant pour 2025 les montants forfaitaires mentionnés aux II et III de l'article R. 314-138 du code de l'action sociale et des familles et le taux de revalorisation des produits de la tarification reconductible afférents aux soins applicables aux services proposant des prestations de soins infirmiers à domicile pour les personnes âgées et les personnes en situation de handicap ;
- VU** l'Arrêté du 28 mai 2025 fixant pour l'année 2025 les montants plafonds des forfaits journaliers mentionnés à l'article R. 314-207, au 1° de l'article D. 313-17, à l'article D. 313-18 et à l'article D. 313-20 du code de l'action sociale et des familles ;
- VU** l'Arrêté du 28 mai 2025 fixant pour 2025 les valeurs du point mentionnées à l'article R. 314-162 du code de l'action sociale et des familles ;
- VU** l'Arrêté du 22 avril 2025 portant modification de l'arrêté du 10 avril 2019 relatif à la généralisation du tableau de bord de la performance dans le secteur médico-social ;
- VU** l'Arrêté du 11 février 2025 portant délégation de signature à Monsieur David Catillon, en qualité de Directeur de la Direction de l'Offre Médico-Sociale de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- VU** l'Arrêté du 25 juin 2024 relatif à l'agrément de certains accords de travail applicables dans les établissements et services du secteur social et médico-social privé à but non lucratif ;
- VU** l'Instruction N° DGCS/SD3A/CNSA/2023/111 du 10 juillet 2023 relative aux autorisations d'engagement de dépenses pour les centres de ressources territoriaux et les services de soins infirmiers à domicile ;

- VU** la Décision n° 2025-10 du 02 juin 2025 du directeur de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie relative aux dotations régionales limitatives et à la moyenne nationale des besoins en soins requis pour l'année 2025 ;
- VU** l'Instruction interministérielle N° DGCS/SD5B/DSS/SD1A/CNSA/2025/148 du 26 novembre 2025 complétant l'instruction n°66 du 27 mai 2025 relative aux orientations de la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes en situation de handicap et des personnes âgées pour l'exercice 2025 ;
- VU** le rapport d'orientation budgétaire 2025 qui définit le cadre et les orientations de la campagne budgétaire 2025 des établissements et services médico-sociaux (ESMS) pour personnes âgées relevant de l'article L. 314-3-1 du code de l'action sociale et des familles (CASF) de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- VU** la note de cadrage de la seconde phase de campagne budgétaire de l'année 2025 venant compléter le rapport d'orientation budgétaire 2025 ;
- VU** l'autorisation ou le renouvellement d'autorisation en date du 04/01/2017 autorisant la création de la structure dénommée EHPAD LES JARDINS D'ARTEMIS, FINESS ET = 130008428, sise à MARSEILLE 12EME et gérée par l'entité dénommée SAS LES JARDIN D'ARTEMIS, FINESS EJ = 130008378 ;

**CONSIDERANT** le Rapport d'Orientation Budgétaire de l'année 2025 qui définit le cadre et les orientations de la campagne budgétaire 2025 des établissements et services médico-sociaux (ESMS) pour personnes âgées relevant de l'article L. 314-3-1 du code de l'action sociale et des familles (CASF) de la région Provence Alpes Côte d'Azur ;

**CONSIDERANT** la note de cadrage de la seconde phase de campagne budgétaire de l'année 2025 venant compléter le rapport d'orientation budgétaire 2025 ;

**CONSIDERANT** la décision initiale n° 281 ;

#### DECIDE

**Article 1** A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, le forfait global de soins est fixé à 2 048 548,41 € au titre de 2025, dont 23 491,95 € à titre non reconductible.

La fraction forfaitaire **mensuelle** s'établit à 170 712,37 €.

Pour 2025, les tarifs sont décomposés comme suit :

	Forfait global de soins (en euros)
Hébergement Permanent	1 561 873,88
UHR	0
PASA	70 000,00
Hébergement Temporaire	0
Accueil de jour	44 508,47
Plateforme de répit et d'accompagnement	0
Financements complémentaires	372 166,06
SSIAD	0
Equipe Spécialisée Alzheimer	0

**Article 2** A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026, en application de l'article L.314-7 du CASF, le forfait global de soins est fixé, à titre transitoire, à 2 025 056,46 €.

La fraction forfaitaire mensuelle s'établit à 168 754,71 €.

Les tarifs de reconduction sont fixés à :

	Forfait global de soins (en euros)
Hébergement Permanent	1 511 873,88
UHR	0
PASA	70 000,00
Hébergement Temporaire	0
Accueil de jour	71 016,52
Plateforme de répit et d'accompagnement	0
Financements complémentaires	372 166,06
SSIAD	0
Equipe spécialisée Alzheimer	0

**Article 3** Les recours contentieux dirigés contre la présente décision doivent, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification, être portés :

- devant le Tribunal administratif de Marseille lorsque l'établissement ou le service concerné par le litige est situé dans les départements des Alpes-Maritimes, des Alpes-de-Haute-Provence, des Bouches-du-Rhône, des Hautes-Alpes et du Var ;
- devant le Tribunal administratif de Toulouse lorsque l'établissement ou le service concerné par le litige est situé dans le département de Vaucluse.

**Article 4** La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

**Article 5** Le Directeur Général de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'entité gestionnaire SAS LES JARDIN D'ARTEMIS - FINESS EJ = 130008378 et à l'établissement concerné.

Fait à Marseille, le 03/12/2025

*signé automatiquement*

## INFORMATION RELATIVE A LA REFORME DU CONTENTIEUX DE LA TARIFICATION SANITAIRE ET SOCIALE

La loi n° 2023-1059 du 20 novembre 2023 d'orientation et de programmation du ministère de la justice 2023-2027 (article 56) supprime les tribunaux interrégionaux de la tarification sanitaire et sociale et la Cour nationale de la tarification sanitaire et sociale à compter du 1er janvier 2025. Elle transfère le contentieux de la tarification en 1<sup>er</sup> ressort à un certain nombre de tribunaux administratifs et l'appel à une cour administrative d'appel.

Ces dispositions, notamment la désignation des tribunaux administratifs et de la cour administrative d'appel compétents, devaient être précisées par décret en Conseil d'Etat.

Le décret n° 2024-1168 du 6 décembre 2024 *portant transfert de compétence entre juridictions de l'ordre administratif pour le contentieux de la tarification sanitaire et sociale* a été publié au Journal officiel de la République française le 7 décembre 2024.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, les tribunaux administratifs suivants seront compétents pour connaître des recours en 1<sup>er</sup> ressort selon le découpage géographique suivant :

**Tribunal administratif de Bordeaux** : Charente, Charente Maritime, Corrèze, Creuse, Deux-Sèvres, Dordogne, Gers, Gironde, Hautes Pyrénées, Haute-Vienne, Indre, Landes, Lot et Garonne, Pyrénées Atlantiques, Vienne ;

**Tribunal administratif de Lille** : Aisne, Eure, Nord, Oise, Pas-de-Calais, Seine Maritime, Somme ;

**Tribunal administratif de Lyon** : Ain, Allier, Ardèche, Cantal, Côte-d'Or, Drôme, Haute-Loire, Haute Savoie, Isère, Loire, Nièvre, Puy-de-Dôme, Rhône, Saône-et-Loire, Savoie, Yonne ;

**Tribunal administratif de Marseille** : Alpes-Maritimes, Alpes de Haute Provence, Bouches-du-Rhône, Corse du Sud, Haute Corse, Hautes Alpes, Var ;

**Tribunal administratif de Nancy** : Ardennes, Aube, Bas Rhin, Haut Rhin, Doubs, Haute Marne, Haute Saône, Jura, Marne, Meurthe et Moselle, Meuse, Moselle, Territoire de Belfort, Vosges ;

**Tribunal administratif de Nantes** : Calvados, Côtes d'Armor, Finistère, Ille et Vilaine, Loire Atlantique, Maine et Loire, Manche, Mayenne, Morbihan, Orne, Sarthe, Vendée ;

**Tribunal administratif de Paris** : Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte, La Réunion, Saint Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre et Miquelon, Seine et Marne, Seine Saint Denis, Val de Marne, Ville de Paris ;

**Tribunal administratif de Toulouse** : Ariège, Aude, Aveyron, Gard, Haute Garonne, Hérault, Lot, Lozère, Pyrénées Orientales, Tarn, Tarn et Garonne, Vaucluse ;

**Tribunal administratif de Versailles** : Cher, Essonne, Eure et Loir, Hauts de Seine, Indre et Loire, Loir et Cher, Loiret, Val d'Oise, Yvelines.

Le tribunal administratif compétent est celui dans le ressort duquel est situé l'établissement ou le service faisant l'objet du recours (et non le lieu du siège de l'autorité administrative ayant pris la décision contestée). Le délai de recours de deux mois sera applicable pour les décisions tarifaires prises à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025.

- Les recours contentieux dirigés contre une décision de tarification, **formés à compter du 1er janvier 2025**, doivent être portés devant le Tribunal administratif territorialement compétent, dans un délai d'un mois à compter de la publication de la décision concernée ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

## NOTE TECHNIQUE 2025

<b>FINESS ET</b>	<b>RAISON SOCIALE ET</b>	<b>COMMUNE</b>
<b>130008428</b>	<b>EHPAD LES JARDINS D'ARTEMIS</b>	<b>MARSEILLE 12EME</b>

Email 1 : direction.artemis@hermes-sante.fr

Réf. Interne : DOMS-1225-1681-I

Email 2 : artemis@hermes-sante.fr

### CAPACITE INSTALLEE - NOMBRE DE PLACES

	au 31/12/2024	au 31/12/2025
<b>EHPAD / RA</b>	90	90
<b>HT</b>	0	0
<b>AJ</b>	6	6
<b>PASA</b>	14	14
<b>UHR</b>	0	0
<b>SSIAD</b>	0	0
<b>ESA</b>	0	0

### DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT SOINS AU 01/01/2025

Base totale au 01/01/2025

1 989 775,05

répartie comme suit :

Montant (en euros)

<b>EHPAD / RA</b>	⇒	1 476 592,47
<b>HT</b>	⇒	0
<b>AJ</b>	⇒	71 016,52
<b>PASA</b>	⇒	70 000,00
<b>UHR</b>	⇒	0
<b>PFR</b>	⇒	0
<b>SSIAD</b>	⇒	0
<b>ESA</b>	⇒	0
<b>FIN. COMP.</b>	⇒	372 166,06

### AUTRES ELEMENTS DE TARIFICATION

		Date de validation	Source	Référence valeur du point 2025
GMP pris en compte en 2025	807,00	31/05/2021	Attestation CD	
PMP pris en compte en 2025	249	29/06/2023	GALAAD	
PUI	NON			<b>TARIF GLOBAL AVEC PUI : 14,33€</b>
Valeur du point	11,57			<b>TARIF GLOBAL SANS PUI : 13,60€</b>
Option tarifaire (au 01/01/2025)	Tarif Partiel			<b>TARIF PARTIEL AVEC PUI : 12,25€</b>
Transmission des données dans SIDOBA (SSIAD)	0			<b>TARIF PARTIEL SANS PUI : 11,57€</b>

Calcul de la dotation plafond :  $((PMP \times 2,59) + GMP) \times \text{capacité} \times \text{valeur du point}$

Montant dotation plafond en euros 1 511 873,88

(pour les SSIAD le FGS cible 2027)

NC : Non Concerné

**ACTUALISATION**

		Taux (en %)		Montant (en euros)		Total base actualisée (en euros)
<b>EHPAD / RA</b>	⇒	2,35%	⇒	34 699,92	⇒	1 511 292,39
<b>HT</b>	⇒	0	⇒	0	⇒	0
<b>AJ</b>	⇒	0	⇒	0	⇒	71 016,52
<b>PASA</b>	⇒	0	⇒	0	⇒	70 000,00
<b>UHR</b>	⇒	0	⇒	0	⇒	0
<b>PFR</b>	⇒	0	⇒	0	⇒	0
<b>SSIAD</b>	⇒	0	⇒	0	⇒	0
<b>ESA</b>	⇒	0	⇒	0	⇒	0
<b>FIN. COMP.</b>	⇒	0	⇒	0	⇒	372 166,06

**RESORPTION DE L'ECART A LA DOTATION PLAFOND**

Montant (en euros)

581,49

Résorption de l'écart (Ecart à la dotation plafond **APRES** actualisation)

**MESURES NOUVELLES**

**CREATIONS / EXTENSIONS DE PLACES**

		Nombre de places	Montant (en euros)
<b>EHPAD / RA</b>	⇒	0	0
<b>HT</b>	⇒	0	0
<b>AJ</b>	⇒	0	0
<b>PASA</b>	⇒	0	0
<b>UHR</b>	⇒	0	0
<b>PFR</b>	⇒	0	0
<b>SSIAD</b>	⇒	0	0
<b>ESA</b>	⇒	0	0
<b>FIN. COMP.</b>	⇒	0	0

**AUTRES MESURES NOUVELLES**

<b>Stratégie des aidants</b>	0	<b>Création de places de SAD</b>	0
<b>Plan Solidarité Grand âge</b>	0	<b>Convergence SSIAD (partie soins)</b>	0
<b>Dispositif IDE de nuit</b>	0	<b>Création de postes de psychologues SAD</b>	0
<b>Soutien EHPAD</b>	0	<b>Transformation de l'offre</b>	0
<b>HT - SH</b>	0	<b>Tarif global</b>	0
<b>Taux d'encadrement</b>	0	<b>Pérennisation SSIAD renforcé</b>	0
<b>CRT</b>	0	<b>Indemnités nuit et JFD</b>	0
<b>Coordination des SAD</b>	0	<b>Développement ESA</b>	0
<b>Création de PASA</b>	0	<b>Complément convergence SSIAD</b>	0
<b>SEGUR Revalorisation salariale</b>	0	<b>Cotisations CNRACL</b>	0
		<b>TOTAL MESURES NOUVELLES</b>	<b>0</b>

**COMMENTAIRES MESURES NOUVELLES**

**REDEPLOIEMENTS**

		Nombre de places	Montant (en euros)
<b>EHPAD / RA</b>	⇒	0	0
<b>HT</b>	⇒	0	0
<b>AJ</b>	⇒	0	0
<b>PASA</b>	⇒	0	0
<b>UHR</b>	⇒	0	0
<b>PFR</b>	⇒	0	0
<b>SSIAD</b>	⇒	0	0
<b>ESA</b>	⇒	0	0
<b>FIN. COMP.</b>	⇒	0	0

**COMMENTAIRES REDEPLOIEMENTS**

**MISE EN RESERVE TEMPORAIRE - RETRAIT TEMPORAIRE --TARIFICATION A L'ACTIVITE**

		Nombre de places	Montant (en euros)	Retrait suite à contrôle a posteriori	Retrait suite à évaluation expérimentation
<b>EHPAD / RA</b>	⇒	0	0	0	0
<b>HT</b>	⇒	0	0	0	0
<b>AJ</b>	⇒	0	0	0	0
<b>PASA</b>	⇒	0	0	0	0
<b>UHR</b>	⇒	0	0	0	0
<b>PFR</b>	⇒	0	0	0	0
<b>SSIAD</b>	⇒	0	0	0	0
<b>ESA</b>	⇒	0	0	0	0
<b>FIN. COMP.</b>	⇒	0	0	0	0

**COMMENTAIRES MISE EN RESERVE TEMPORAIRE - TARIFICATION A L'ACTIVITE**

**COMMENTAIRES RETRAIT TEMPORAIRE ( SUITE À CONTROLE A POSTERIORI / EVALUATION EXPERIMENTATION )**

**CREDITS NON RECONDUCTIBLES 2025 (Montants en euros)**

Permanents syndicaux	0	Frais financiers	0
QVT (Qualité de vie au travail)	0	Financement transition énergétique	0
Recours à l'IA (intelligence artificielle)	0	Traitements onéreux prise en charge lourde	0
Gratification de stage	0	Frais de transport AJ	0
Régul effet année partielle	0	Fonds prévention Risques professionnels	0
Dispositif IDE de nuit	0	Modulation activité AJ	-26 508,05
Suppléance à domicile	0	Modulation activité EHPAD	0
Expérimentation SSIAD renforcés	0	Pathos : Compensation et formation	50 000
CRT	0	Ukraine	0
ATHENA (Ex. PASA de nuit)	0	Primes Protocole régional AS / AMP	0
Formation TNMP	0	Réforme des SAD Achats de matériel	0
Unité Hébergement protégé	0	Réforme des SAD Appui juridique	0
Unité PHV	0	Réforme des SAD Formation	0
HTU-SH	0	Petit matériel médical	0
Expérimentation Autre dispositif innovant	0	Neutralisation convergence SSIAD	0
ESMS en difficulté	0	Autres CNR	0
		<b>TOTAL CNR</b>	<b>23 491,95</b>

**COMMENTAIRES CREDITS NON RECONDUCTIBLES 2025**

**AFFECTATION DU RESULTAT DU COMPTE ADMINISTRATIF 2023 (ESMS sous procédure contradictoire)**

RESULTAT RETENU	EXCEDENT	DEFICIT	COMMENTAIRE
Montant en €	0	0	-

**DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT POUR L'ANNEE 2025**

Dotation globale au 31/12/2025 (en euros)	2 048 548,41	Base au 01/01/2026 (en euros)	2 025 056,46
--	--------------	----------------------------------	--------------

Agence régionale de santé PACA

R93-2025-12-03-00138

DECISION 130008568 20251203

**DECISION TARIFAIRE MODIFICATIVE N° 1084 FIXANT  
LE FORFAIT GLOBAL DE SOINS POUR 2025 CONCERNANT  
EHPAD RESIDENCE MEISSEL - 130008568**

**Le Directeur Général de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur ;**

- VU** le Code de l'action sociale et des familles (CASF), notamment ses articles L. 314-3 et L. 314-3-1 ;
- VU** la Loi n° 2025-199 du 28 février 2025 de financement de la sécurité sociale pour 2025 ;
- VU** l'Article 18-II de la loi n° 2023-1195 du 18 décembre 2023 de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027 ;
- VU** le Décret n° 2025-86 du 30 janvier 2025 relatif au taux de cotisations vieillesse des employeurs des agents affiliés à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales ;
- VU** le Décret n°2024-1168 du 6 décembre 2024 portant transfert de compétence entre juridictions de l'ordre administratif pour le contentieux de la tarification sanitaire et sociale ;
- VU** le Décret du 16 juillet 2024 portant nomination de Monsieur Yann Bubien en qualité de Directeur Général de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- VU** l'Article 5 du Décret n° 2023-323 du 28 avril 2023 relatif à la tarification des soins infirmiers à domicile pour les personnes âgées et personnes handicapées ;
- VU** l'Arrêté du 02 juin 2025 fixant pour l'année 2025 l'objectif de dépenses et le montant total annuel des dépenses pour les établissements et services relevant de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie mentionnée à l'article L. 314-3 du code de l'action sociale et des familles et fixant le montant mentionné à l'article L. 314-3-4 du même code ;
- VU** l'Arrêté du 28 mai 2025 fixant pour 2025 les montants forfaitaires mentionnés aux II et III de l'article R. 314-138 du code de l'action sociale et des familles et le taux de revalorisation des produits de la tarification reconductible afférents aux soins applicables aux services proposant des prestations de soins infirmiers à domicile pour les personnes âgées et les personnes en situation de handicap ;
- VU** l'Arrêté du 28 mai 2025 fixant pour l'année 2025 les montants plafonds des forfaits journaliers mentionnés à l'article R. 314-207, au 1° de l'article D. 313-17, à l'article D. 313-18 et à l'article D. 313-20 du code de l'action sociale et des familles ;
- VU** l'Arrêté du 28 mai 2025 fixant pour 2025 les valeurs du point mentionnées à l'article R. 314-162 du code de l'action sociale et des familles ;
- VU** l'Arrêté du 22 avril 2025 portant modification de l'arrêté du 10 avril 2019 relatif à la généralisation du tableau de bord de la performance dans le secteur médico-social ;
- VU** l'Arrêté du 11 février 2025 portant délégation de signature à Monsieur David Catillon, en qualité de Directeur de la Direction de l'Offre Médico-Sociale de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- VU** l'Arrêté du 25 juin 2024 relatif à l'agrément de certains accords de travail applicables dans les établissements et services du secteur social et médico-social privé à but non lucratif ;
- VU** l'Instruction N° DGCS/SD3A/CNSA/2023/111 du 10 juillet 2023 relative aux autorisations d'engagement de dépenses pour les centres de ressources territoriaux et les services de soins infirmiers à domicile ;

- VU** la Décision n° 2025-10 du 02 juin 2025 du directeur de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie relative aux dotations régionales limitatives et à la moyenne nationale des besoins en soins requis pour l'année 2025 ;
- VU** l'Instruction interministérielle N° DGCS/SD5B/DSS/SD1A/CNSA/2025/148 du 26 novembre 2025 complétant l'instruction n°66 du 27 mai 2025 relative aux orientations de la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes en situation de handicap et des personnes âgées pour l'exercice 2025 ;
- VU** le rapport d'orientation budgétaire 2025 qui définit le cadre et les orientations de la campagne budgétaire 2025 des établissements et services médico-sociaux (ESMS) pour personnes âgées relevant de l'article L. 314-3-1 du code de l'action sociale et des familles (CASF) de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- VU** la note de cadrage de la seconde phase de campagne budgétaire de l'année 2025 venant compléter le rapport d'orientation budgétaire 2025 ;
- VU** l'autorisation ou le renouvellement d'autorisation en date du 03/01/2017 autorisant la création de la structure dénommée EHPAD RESIDENCE MEISSEL, FINESS ET = 130008568, sise à MARSEILLE 10EME et gérée par l'entité dénommée SAS SEDNA France, FINESS EJ = 840019137 ;

**CONSIDERANT** le Rapport d'Orientation Budgétaire de l'année 2025 qui définit le cadre et les orientations de la campagne budgétaire 2025 des établissements et services médico-sociaux (ESMS) pour personnes âgées relevant de l'article L. 314-3-1 du code de l'action sociale et des familles (CASF) de la région Provence Alpes Côte d'Azur ;

**CONSIDERANT** la note de cadrage de la seconde phase de campagne budgétaire de l'année 2025 venant compléter le rapport d'orientation budgétaire 2025 ;

**CONSIDERANT** la décision initiale n° 282 ;

#### DECIDE

**Article 1** A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, le forfait global de soins est fixé à 1 139 325,06 € au titre de 2025, dont 4 254 € à titre non reconductible.

La fraction forfaitaire **mensuelle** s'établit à 94 943,76 €.

Pour 2025, les tarifs sont décomposés comme suit :

	Forfait global de soins (en euros)
Hébergement Permanent	945 833,96
UHR	0
PASA	0
Hébergement Temporaire	0
Accueil de jour	0
Plateforme de répit et d'accompagnement	0
Financements complémentaires	193 491,10
SSIAD	0
Equipe Spécialisée Alzheimer	0

**Article 2** A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026, en application de l'article L.314-7 du CASF, le forfait global de soins est fixé, à titre transitoire, à 1 165 071,06 €.

La fraction forfaitaire mensuelle s'établit à 97 089,26 €.

Les tarifs de reconduction sont fixés à :

	Forfait global de soins (en euros)
Hébergement Permanent	945 833,96
UHR	0
PASA	0
Hébergement Temporaire	0
Accueil de jour	0
Plateforme de répit et d'accompagnement	0
Financements complémentaires	219 237,10
SSIAD	0
Equipe spécialisée Alzheimer	0

**Article 3** Les recours contentieux dirigés contre la présente décision doivent, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification, être portés :

- devant le Tribunal administratif de Marseille lorsque l'établissement ou le service concerné par le litige est situé dans les départements des Alpes-Maritimes, des Alpes-de-Haute-Provence, des Bouches-du-Rhône, des Hautes-Alpes et du Var ;
- devant le Tribunal administratif de Toulouse lorsque l'établissement ou le service concerné par le litige est situé dans le département de Vaucluse.

**Article 4** La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

**Article 5** Le Directeur Général de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'entité gestionnaire SAS SEDNA France - FINISS EJ = 840019137 et à l'établissement concerné.

Fait à Marseille, le 03/12/2025

*signé automatiquement*

## INFORMATION RELATIVE A LA REFORME DU CONTENTIEUX DE LA TARIFICATION SANITAIRE ET SOCIALE

La loi n° 2023-1059 du 20 novembre 2023 d'orientation et de programmation du ministère de la justice 2023-2027 (article 56) supprime les tribunaux interrégionaux de la tarification sanitaire et sociale et la Cour nationale de la tarification sanitaire et sociale à compter du 1er janvier 2025. Elle transfère le contentieux de la tarification en 1<sup>er</sup> ressort à un certain nombre de tribunaux administratifs et l'appel à une cour administrative d'appel.

Ces dispositions, notamment la désignation des tribunaux administratifs et de la cour administrative d'appel compétents, devaient être précisées par décret en Conseil d'Etat.

Le décret n° 2024-1168 du 6 décembre 2024 *portant transfert de compétence entre juridictions de l'ordre administratif pour le contentieux de la tarification sanitaire et sociale* a été publié au Journal officiel de la République française le 7 décembre 2024.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, les tribunaux administratifs suivants seront compétents pour connaître des recours en 1<sup>er</sup> ressort selon le découpage géographique suivant :

**Tribunal administratif de Bordeaux** : Charente, Charente Maritime, Corrèze, Creuse, Deux-Sèvres, Dordogne, Gers, Gironde, Hautes Pyrénées, Haute-Vienne, Indre, Landes, Lot et Garonne, Pyrénées Atlantiques, Vienne ;

**Tribunal administratif de Lille** : Aisne, Eure, Nord, Oise, Pas-de-Calais, Seine Maritime, Somme ;

**Tribunal administratif de Lyon** : Ain, Allier, Ardèche, Cantal, Côte-d'Or, Drôme, Haute-Loire, Haute Savoie, Isère, Loire, Nièvre, Puy-de-Dôme, Rhône, Saône-et-Loire, Savoie, Yonne ;

**Tribunal administratif de Marseille** : Alpes-Maritimes, Alpes de Haute Provence, Bouches-du-Rhône, Corse du Sud, Haute Corse, Hautes Alpes, Var ;

**Tribunal administratif de Nancy** : Ardennes, Aube, Bas Rhin, Haut Rhin, Doubs, Haute Marne, Haute Saône, Jura, Marne, Meurthe et Moselle, Meuse, Moselle, Territoire de Belfort, Vosges ;

**Tribunal administratif de Nantes** : Calvados, Côtes d'Armor, Finistère, Ille et Vilaine, Loire Atlantique, Maine et Loire, Manche, Mayenne, Morbihan, Orne, Sarthe, Vendée ;

**Tribunal administratif de Paris** : Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte, La Réunion, Saint Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre et Miquelon, Seine et Marne, Seine Saint Denis, Val de Marne, Ville de Paris ;

**Tribunal administratif de Toulouse** : Ariège, Aude, Aveyron, Gard, Haute Garonne, Hérault, Lot, Lozère, Pyrénées Orientales, Tarn, Tarn et Garonne, Vaucluse ;

**Tribunal administratif de Versailles** : Cher, Essonne, Eure et Loir, Hauts de Seine, Indre et Loire, Loir et Cher, Loiret, Val d'Oise, Yvelines.

Le tribunal administratif compétent est celui dans le ressort duquel est situé l'établissement ou le service faisant l'objet du recours (et non le lieu du siège de l'autorité administrative ayant pris la décision contestée). Le délai de recours de deux mois sera applicable pour les décisions tarifaires prises à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025.

- Les recours contentieux dirigés contre une décision de tarification, **formés à compter du 1er janvier 2025**, doivent être portés devant le Tribunal administratif territorialement compétent, dans un délai d'un mois à compter de la publication de la décision concernée ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

## NOTE TECHNIQUE 2025

<b>FINESS ET</b>	<b>RAISON SOCIALE ET</b>	<b>COMMUNE</b>
<b>130008568</b>	<b>EHPAD RESIDENCE MEISSEL</b>	<b>MARSEILLE 10EME</b>

Email 1 : direction@ehpad-aerimeissel.fr

Email 2 : diradj-meissel-marseille@ehpad-sedna.fr

Réf. Interne : DOMS-1225-1681-I

### CAPACITE INSTALLEE - NOMBRE DE PLACES

	au 31/12/2024	au 31/12/2025
<b>EHPAD / RA</b>	57	57
<b>HT</b>	0	0
<b>AJ</b>	0	0
<b>PASA</b>	0	0
<b>UHR</b>	0	0
<b>SSIAD</b>	0	0
<b>ESA</b>	0	0

### DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT SOINS AU 01/01/2025

Base totale au 01/01/2025

répartie comme suit :

1 142 998,88

Montant (en euros)

<b>EHPAD / RA</b>	⇒	923 761,78
<b>HT</b>	⇒	0
<b>AJ</b>	⇒	0
<b>PASA</b>	⇒	0
<b>UHR</b>	⇒	0
<b>PFR</b>	⇒	0
<b>SSIAD</b>	⇒	0
<b>ESA</b>	⇒	0
<b>FIN. COMP.</b>	⇒	219 237,10

### AUTRES ELEMENTS DE TARIFICATION

		Date de validation	Source	Référence valeur du point 2025
GMP pris en compte en 2025	810,00	08/04/2020	Attestation CD	
PMP pris en compte en 2025	241	26/06/2023	GALAAD	
PUI	NON			<b>TARIF GLOBAL AVEC PUI : 14,33€</b>
Valeur du point	11,57			<b>TARIF GLOBAL SANS PUI : 13,60€</b>
Option tarifaire (au 01/01/2025)	Tarif Partiel			<b>TARIF PARTIEL AVEC PUI : 12,25€</b>
Transmission des données dans SIDOBA (SSIAD)	0			<b>TARIF PARTIEL SANS PUI : 11,57€</b>

Calcul de la dotation plafond :  $((PMP \times 2,59) + GMP) \times capacite \times valeur \ du \ point$

Montant dotation plafond en euros 945 833,96

(pour les SSIAD le FGS cible 2027)

NC : Non Concerné

### ACTUALISATION

		Taux (en %)		Montant (en euros)		Total base actualisée (en euros)
<b>EHPAD / RA</b>	⇒	2,35%	⇒	21 708,40	⇒	945 470,18
<b>HT</b>	⇒	0	⇒	0	⇒	0
<b>AJ</b>	⇒	0	⇒	0	⇒	0
<b>PASA</b>	⇒	0	⇒	0	⇒	0
<b>UHR</b>	⇒	0	⇒	0	⇒	0
<b>PFR</b>	⇒	0	⇒	0	⇒	0
<b>SSIAD</b>	⇒	0	⇒	0	⇒	0
<b>ESA</b>	⇒	0	⇒	0	⇒	0
<b>FIN. COMP.</b>	⇒	0	⇒	0	⇒	219 237,10

### RESORPTION DE L'ECART A LA DOTATION PLAFOND

Montant (en euros) 363,78

Résorption de l'écart (Ecart à la dotation plafond **APRES** actualisation)

### MESURES NOUVELLES

#### CREATIONS / EXTENSIONS DE PLACES

		Nombre de places	Montant (en euros)
<b>EHPAD / RA</b>	⇒	0	0
<b>HT</b>	⇒	0	0
<b>AJ</b>	⇒	0	0
<b>PASA</b>	⇒	0	0
<b>UHR</b>	⇒	0	0
<b>PFR</b>	⇒	0	0
<b>SSIAD</b>	⇒	0	0
<b>ESA</b>	⇒	0	0
<b>FIN. COMP.</b>	⇒	0	0

#### AUTRES MESURES NOUVELLES

Stratégie des aidants	0	Création de places de SAD	0
Plan Solidarité Grand âge	0	Convergence SSIAD (partie soins)	0
Dispositif IDE de nuit	0	Création de postes de psychologues SAD	0
Soutien EHPAD	0	Transformation de l'offre	0
HT - SH	0	Tarif global	0
Taux d'encadrement	0	Pérennisation SSIAD renforcé	0
CRT	0	Indemnités nuit et JFD	0
Coordination des SAD	0	Développement ESA	0
Création de PASA	0	Complément convergence SSIAD	0
SEGUR Revalorisation salariale	0	Cotisations CNRACL	0
		<b>TOTAL MESURES NOUVELLES</b>	<b>0</b>

#### COMMENTAIRES MESURES NOUVELLES

**REDEPLOIEMENTS**

		Nombre de places	Montant (en euros)
<b>EHPAD / RA</b>	⇒	0	0
<b>HT</b>	⇒	0	0
<b>AJ</b>	⇒	0	0
<b>PASA</b>	⇒	0	0
<b>UHR</b>	⇒	0	0
<b>PFR</b>	⇒	0	0
<b>SSIAD</b>	⇒	0	0
<b>ESA</b>	⇒	0	0
<b>FIN. COMP.</b>	⇒	0	0

**COMMENTAIRES REDEPLOIEMENTS**

**MISE EN RESERVE TEMPORAIRE - RETRAIT TEMPORAIRE --TARIFICATION A L'ACTIVITE**

		Nombre de places	Montant (en euros)	Retrait suite à contrôle a posteriori	Retrait suite à évaluation expérimentation
<b>EHPAD / RA</b>	⇒	0	0	0	0
<b>HT</b>	⇒	0	0	0	0
<b>AJ</b>	⇒	0	0	0	0
<b>PASA</b>	⇒	0	0	0	0
<b>UHR</b>	⇒	0	0	0	0
<b>PFR</b>	⇒	0	0	0	0
<b>SSIAD</b>	⇒	0	0	0	0
<b>ESA</b>	⇒	0	0	0	0
<b>FIN. COMP.</b>	⇒	0	0	0	-30 000,00

**COMMENTAIRES MISE EN RESERVE TEMPORAIRE - TARIFICATION A L'ACTIVITE**

**COMMENTAIRES RETRAIT TEMPORAIRE ( SUITE À CONTROLE A POSTERIORI / EVALUATION EXPERIMENTATION )**

**CREDITS NON RECONDUCTIBLES 2025 (Montants en euros)**

Permanents syndicaux	0	Frais financiers	0
QVT (Qualité de vie au travail)	0	Financement transition énergétique	0
Recours à l'IA (intelligence artificielle)	0	Traitements onéreux prise en charge lourde	0
Gratification de stage	0	Frais de transport AJ	0
Régul effet année partielle	0	Fonds prévention Risques professionnels	4 254
Dispositif IDE de nuit	0	Modulation activité AJ	0
Suppléance à domicile	0	Modulation activité EHPAD	0
Expérimentation SSIAD renforcés	0	Pathos : Compensation et formation	0
CRT	0	Ukraine	0
ATHENA (Ex. PASA de nuit)	0	Primes Protocole régional AS / AMP	0
Formation TNMP	0	Réforme des SAD Achats de matériel	0
Unité Hébergement protégé	0	Réforme des SAD Appui juridique	0
Unité PHV	0	Réforme des SAD Formation	0
HTU-SH	0	Petit matériel médical	0
Expérimentation Autre dispositif innovant	0	Neutralisation convergence SSIAD	0
ESMS en difficulté	0	Autres CNR	0
		<b>TOTAL CNR</b>	<b>4 254</b>

**COMMENTAIRES CREDITS NON RECONDUCTIBLES 2025**

**AFFECTATION DU RESULTAT DU COMPTE ADMINISTRATIF 2023 (ESMS sous procédure contradictoire)**

RESULTAT RETENU	EXCEDENT	DEFICIT	COMMENTAIRE
Montant en €	0	0	-

**DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT POUR L'ANNEE 2025**

Dotation globale au 31/12/2025 (en euros)	1 139 325,06	Base au 01/01/2026 (en euros)	1 165 071,06
--	--------------	----------------------------------	--------------

Agence régionale de santé PACA

R93-2025-12-03-00139

DECISION 130008733 20251203

**DECISION TARIFAIRE MODIFICATIVE N° 1085 FIXANT  
LE FORFAIT GLOBAL DE SOINS POUR 2025 CONCERNANT  
EHPAD PUBLIC LOU CIGALOU - 130008733**

**Le Directeur Général de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur ;**

- VU** le Code de l'action sociale et des familles (CASF), notamment ses articles L. 314-3 et L. 314-3-1 ;
- VU** la Loi n° 2025-199 du 28 février 2025 de financement de la sécurité sociale pour 2025 ;
- VU** l'Article 18-II de la loi n° 2023-1195 du 18 décembre 2023 de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027 ;
- VU** le Décret n° 2025-86 du 30 janvier 2025 relatif au taux de cotisations vieillesse des employeurs des agents affiliés à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales ;
- VU** le Décret n°2024-1168 du 6 décembre 2024 portant transfert de compétence entre juridictions de l'ordre administratif pour le contentieux de la tarification sanitaire et sociale ;
- VU** le Décret du 16 juillet 2024 portant nomination de Monsieur Yann Bubien en qualité de Directeur Général de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- VU** l'Article 5 du Décret n° 2023-323 du 28 avril 2023 relatif à la tarification des soins infirmiers à domicile pour les personnes âgées et personnes handicapées ;
- VU** l'Arrêté du 02 juin 2025 fixant pour l'année 2025 l'objectif de dépenses et le montant total annuel des dépenses pour les établissements et services relevant de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie mentionnée à l'article L. 314-3 du code de l'action sociale et des familles et fixant le montant mentionné à l'article L. 314-3-4 du même code ;
- VU** l'Arrêté du 28 mai 2025 fixant pour 2025 les montants forfaitaires mentionnés aux II et III de l'article R. 314-138 du code de l'action sociale et des familles et le taux de revalorisation des produits de la tarification reconductible afférents aux soins applicables aux services proposant des prestations de soins infirmiers à domicile pour les personnes âgées et les personnes en situation de handicap ;
- VU** l'Arrêté du 28 mai 2025 fixant pour l'année 2025 les montants plafonds des forfaits journaliers mentionnés à l'article R. 314-207, au 1° de l'article D. 313-17, à l'article D. 313-18 et à l'article D. 313-20 du code de l'action sociale et des familles ;
- VU** l'Arrêté du 28 mai 2025 fixant pour 2025 les valeurs du point mentionnées à l'article R. 314-162 du code de l'action sociale et des familles ;
- VU** l'Arrêté du 22 avril 2025 portant modification de l'arrêté du 10 avril 2019 relatif à la généralisation du tableau de bord de la performance dans le secteur médico-social ;
- VU** l'Arrêté du 11 février 2025 portant délégation de signature à Monsieur David Catillon, en qualité de Directeur de la Direction de l'Offre Médico-Sociale de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- VU** l'Arrêté du 25 juin 2024 relatif à l'agrément de certains accords de travail applicables dans les établissements et services du secteur social et médico-social privé à but non lucratif ;
- VU** l'Instruction N° DGCS/SD3A/CNSA/2023/111 du 10 juillet 2023 relative aux autorisations d'engagement de dépenses pour les centres de ressources territoriaux et les services de soins infirmiers à domicile ;

- VU** la Décision n° 2025-10 du 02 juin 2025 du directeur de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie relative aux dotations régionales limitatives et à la moyenne nationale des besoins en soins requis pour l'année 2025 ;
- VU** l'Instruction interministérielle N° DGCS/SD5B/DSS/SD1A/CNSA/2025/148 du 26 novembre 2025 complétant l'instruction n°66 du 27 mai 2025 relative aux orientations de la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes en situation de handicap et des personnes âgées pour l'exercice 2025 ;
- VU** le rapport d'orientation budgétaire 2025 qui définit le cadre et les orientations de la campagne budgétaire 2025 des établissements et services médico-sociaux (ESMS) pour personnes âgées relevant de l'article L. 314-3-1 du code de l'action sociale et des familles (CASF) de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- VU** la note de cadrage de la seconde phase de campagne budgétaire de l'année 2025 venant compléter le rapport d'orientation budgétaire 2025 ;
- VU** l'autorisation ou le renouvellement d'autorisation en date du 03/01/2017 autorisant la création de la structure dénommée EHPAD PUBLIC LOU CIGALOU , FINESS ET = 130008733, sise à LA CIOTAT et gérée par l'entité dénommée CENTRE HOSPITALIER DE LA CIOTAT, FINESS EJ = 130785512 ;

**CONSIDERANT** le Rapport d'Orientation Budgétaire de l'année 2025 qui définit le cadre et les orientations de la campagne budgétaire 2025 des établissements et services médico-sociaux (ESMS) pour personnes âgées relevant de l'article L. 314-3-1 du code de l'action sociale et des familles (CASF) de la région Provence Alpes Côte d'Azur ;

**CONSIDERANT** la note de cadrage de la seconde phase de campagne budgétaire de l'année 2025 venant compléter le rapport d'orientation budgétaire 2025 ;

**CONSIDERANT** la décision initiale n° 284 ;

#### DECIDE

**Article 1** A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, le forfait global de soins est fixé à 2 217 583,67 € au titre de 2025, dont 650 000 € à titre non reconductible.

La fraction forfaitaire **mensuelle** s'établit à 184 798,64 €.

Pour 2025, les tarifs sont décomposés comme suit :

	Forfait global de soins (en euros)
Hébergement Permanent	1 134 584,59
UHR	0
PASA	70 000,00
Hébergement Temporaire	0
Accueil de jour	0
Plateforme de répit et d'accompagnement	0
Financements complémentaires	1 012 999,08
SSIAD	0
Equipe Spécialisée Alzheimer	0

**Article 2** A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026, en application de l'article L.314-7 du CASF, le forfait global de soins est fixé, à titre transitoire, à 1 567 583,67 €.

La fraction forfaitaire mensuelle s'établit à 130 631,97 €.

Les tarifs de reconduction sont fixés à :

	Forfait global de soins (en euros)
Hébergement Permanent	1 134 584,59
UHR	0
PASA	70 000,00
Hébergement Temporaire	0
Accueil de jour	0
Plateforme de répit et d'accompagnement	0
Financements complémentaires	362 999,08
SSIAD	0
Equipe spécialisée Alzheimer	0

**Article 3** Les recours contentieux dirigés contre la présente décision doivent, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification, être portés :

- devant le Tribunal administratif de Marseille lorsque l'établissement ou le service concerné par le litige est situé dans les départements des Alpes-Maritimes, des Alpes-de-Haute-Provence, des Bouches-du-Rhône, des Hautes-Alpes et du Var ;
- devant le Tribunal administratif de Toulouse lorsque l'établissement ou le service concerné par le litige est situé dans le département de Vaucluse.

**Article 4** La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

**Article 5** Le Directeur Général de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'entité gestionnaire CENTRE HOSPITALIER DE LA CIOTAT - FINESS EJ = 130785512 et à l'établissement concerné.

Fait à Marseille, le 03/12/2025

*signé automatiquement*

## INFORMATION RELATIVE A LA REFORME DU CONTENTIEUX DE LA TARIFICATION SANITAIRE ET SOCIALE

La loi n° 2023-1059 du 20 novembre 2023 d'orientation et de programmation du ministère de la justice 2023-2027 (article 56) supprime les tribunaux interrégionaux de la tarification sanitaire et sociale et la Cour nationale de la tarification sanitaire et sociale à compter du 1er janvier 2025. Elle transfère le contentieux de la tarification en 1<sup>er</sup> ressort à un certain nombre de tribunaux administratifs et l'appel à une cour administrative d'appel.

Ces dispositions, notamment la désignation des tribunaux administratifs et de la cour administrative d'appel compétents, devaient être précisées par décret en Conseil d'Etat.

Le décret n° 2024-1168 du 6 décembre 2024 *portant transfert de compétence entre juridictions de l'ordre administratif pour le contentieux de la tarification sanitaire et sociale* a été publié au Journal officiel de la République française le 7 décembre 2024.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, les tribunaux administratifs suivants seront compétents pour connaître des recours en 1<sup>er</sup> ressort selon le découpage géographique suivant :

**Tribunal administratif de Bordeaux** : Charente, Charente Maritime, Corrèze, Creuse, Deux-Sèvres, Dordogne, Gers, Gironde, Hautes Pyrénées, Haute-Vienne, Indre, Landes, Lot et Garonne, Pyrénées Atlantiques, Vienne ;

**Tribunal administratif de Lille** : Aisne, Eure, Nord, Oise, Pas-de-Calais, Seine Maritime, Somme ;

**Tribunal administratif de Lyon** : Ain, Allier, Ardèche, Cantal, Côte-d'Or, Drôme, Haute-Loire, Haute Savoie, Isère, Loire, Nièvre, Puy-de-Dôme, Rhône, Saône-et-Loire, Savoie, Yonne ;

**Tribunal administratif de Marseille** : Alpes-Maritimes, Alpes de Haute Provence, Bouches-du-Rhône, Corse du Sud, Haute Corse, Hautes Alpes, Var ;

**Tribunal administratif de Nancy** : Ardennes, Aube, Bas Rhin, Haut Rhin, Doubs, Haute Marne, Haute Saône, Jura, Marne, Meurthe et Moselle, Meuse, Moselle, Territoire de Belfort, Vosges ;

**Tribunal administratif de Nantes** : Calvados, Côtes d'Armor, Finistère, Ille et Vilaine, Loire Atlantique, Maine et Loire, Manche, Mayenne, Morbihan, Orne, Sarthe, Vendée ;

**Tribunal administratif de Paris** : Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte, La Réunion, Saint Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre et Miquelon, Seine et Marne, Seine Saint Denis, Val de Marne, Ville de Paris ;

**Tribunal administratif de Toulouse** : Ariège, Aude, Aveyron, Gard, Haute Garonne, Hérault, Lot, Lozère, Pyrénées Orientales, Tarn, Tarn et Garonne, Vaucluse ;

**Tribunal administratif de Versailles** : Cher, Essonne, Eure et Loir, Hauts de Seine, Indre et Loire, Loir et Cher, Loiret, Val d'Oise, Yvelines.

Le tribunal administratif compétent est celui dans le ressort duquel est situé l'établissement ou le service faisant l'objet du recours (et non le lieu du siège de l'autorité administrative ayant pris la décision contestée). Le délai de recours de deux mois sera applicable pour les décisions tarifaires prises à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025.

- Les recours contentieux dirigés contre une décision de tarification, **formés à compter du 1er janvier 2025**, doivent être portés devant le Tribunal administratif territorialement compétent, dans un délai d'un mois à compter de la publication de la décision concernée ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

## NOTE TECHNIQUE 2025

<b>FINESS ET</b>	<b>RAISON SOCIALE ET</b>	<b>COMMUNE</b>
<b>130008733</b>	<b>EHPAD PUBLIC LOU CIGALOU</b>	<b>LA CIOTAT</b>

Email 1 : direction@ch-laciotat.fr

Email 2 : service.financier@ch-laciotat.fr

Réf. Interne : DOMS-1225-1681-I

### CAPACITE INSTALLEE - NOMBRE DE PLACES

	au 31/12/2024	au 31/12/2025
<b>EHPAD / RA</b>	65	65
<b>HT</b>	0	0
<b>AJ</b>	0	0
<b>PASA</b>	14	14
<b>UHR</b>	0	0
<b>SSIAD</b>	0	0
<b>ESA</b>	0	0

### DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT SOINS AU 01/01/2025

Base totale au 01/01/2025

répartie comme suit :

1 480 971,39

Montant (en euros)

<b>EHPAD / RA</b>	⇒	1 066 333,09
<b>HT</b>	⇒	0
<b>AJ</b>	⇒	0
<b>PASA</b>	⇒	70 000,00
<b>UHR</b>	⇒	0
<b>PFR</b>	⇒	0
<b>SSIAD</b>	⇒	0
<b>ESA</b>	⇒	0
<b>FIN. COMP.</b>	⇒	344 638,30

### AUTRES ELEMENTS DE TARIFICATION

		Date de validation	Source	Référence valeur du point 2025
GMP pris en compte en 2025	780,00	09/02/2023	Attestation CD	
PMP pris en compte en 2025	249	07/06/2024	Médecin valideur ARS / Galaad	
PUI	OUI			<b>TARIF GLOBAL AVEC PUI : 14,33€</b>
Valeur du point	12,25			<b>TARIF GLOBAL SANS PUI : 13,60€</b>
Option tarifaire (au 01/01/2025)	Tarif Partiel			<b>TARIF PARTIEL AVEC PUI : 12,25€</b>
Transmission des données dans SIDOBA (SSIAD)	0			<b>TARIF PARTIEL SANS PUI : 11,57€</b>

Calcul de la dotation plafond :  $((PMP \times 2,59) + GMP) \times capacité \times valeur\ du\ point$

Montant dotation plafond en euros : 1 134 584,59

(pour les SSIAD le FGS cible 2027)

NC : Non Concerné

**ACTUALISATION**

		Taux (en %)		Montant (en euros)		Total base actualisée (en euros)
<b>EHPAD / RA</b>	⇒	2,35%	⇒	25 058,83	⇒	1 091 391,91
<b>HT</b>	⇒	0	⇒	0	⇒	0
<b>AJ</b>	⇒	0	⇒	0	⇒	0
<b>PASA</b>	⇒	0	⇒	0	⇒	70 000,00
<b>UHR</b>	⇒	0	⇒	0	⇒	0
<b>PFR</b>	⇒	0	⇒	0	⇒	0
<b>SSIAD</b>	⇒	0	⇒	0	⇒	0
<b>ESA</b>	⇒	0	⇒	0	⇒	0
<b>FIN. COMP.</b>	⇒	0	⇒	0	⇒	344 638,30

**RESORPTION DE L'ECART A LA DOTATION PLAFOND**

Montant (en euros)

43 192,67

Résorption de l'écart (Ecart à la dotation plafond **APRES** actualisation)

**MESURES NOUVELLES**

**CREATIONS / EXTENSIONS DE PLACES**

		Nombre de places	Montant (en euros)
<b>EHPAD / RA</b>	⇒	0	0
<b>HT</b>	⇒	0	0
<b>AJ</b>	⇒	0	0
<b>PASA</b>	⇒	0	0
<b>UHR</b>	⇒	0	0
<b>PFR</b>	⇒	0	0
<b>SSIAD</b>	⇒	0	0
<b>ESA</b>	⇒	0	0
<b>FIN. COMP.</b>	⇒	0	0

**AUTRES MESURES NOUVELLES**

<b>Stratégie des aidants</b>	0	<b>Création de places de SAD</b>	0
<b>Plan Solidarité Grand âge</b>	0	<b>Convergence SSIAD (partie soins)</b>	0
<b>Dispositif IDE de nuit</b>	0	<b>Création de postes de psychologues SAD</b>	0
<b>Soutien EHPAD</b>	0	<b>Transformation de l'offre</b>	0
<b>HT - SH</b>	0	<b>Tarif global</b>	0
<b>Taux d'encadrement</b>	0	<b>Pérennisation SSIAD renforcé</b>	0
<b>CRT</b>	0	<b>Indemnités nuit et JFD</b>	0
<b>Coordination des SAD</b>	0	<b>Développement ESA</b>	0
<b>Création de PASA</b>	0	<b>Complément convergence SSIAD</b>	0
<b>SEGUR Revalorisation salariale</b>	0	<b>Cotisations CNRACL</b>	18 360,78
		<b>TOTAL MESURES NOUVELLES</b>	<b>18 360,78</b>

**COMMENTAIRES MESURES NOUVELLES**

**REDEPLOIEMENTS**

		Nombre de places	Montant (en euros)
<b>EHPAD / RA</b>	⇒	0	0
<b>HT</b>	⇒	0	0
<b>AJ</b>	⇒	0	0
<b>PASA</b>	⇒	0	0
<b>UHR</b>	⇒	0	0
<b>PFR</b>	⇒	0	0
<b>SSIAD</b>	⇒	0	0
<b>ESA</b>	⇒	0	0
<b>FIN. COMP.</b>	⇒	0	0

**COMMENTAIRES REDEPLOIEMENTS**

**MISE EN RESERVE TEMPORAIRE - RETRAIT TEMPORAIRE --TARIFICATION A L'ACTIVITE**

		Nombre de places	Montant (en euros)	Retrait suite à contrôle a posteriori	Retrait suite à évaluation expérimentation
<b>EHPAD / RA</b>	⇒	0	0	0	0
<b>HT</b>	⇒	0	0	0	0
<b>AJ</b>	⇒	0	0	0	0
<b>PASA</b>	⇒	0	0	0	0
<b>UHR</b>	⇒	0	0	0	0
<b>PFR</b>	⇒	0	0	0	0
<b>SSIAD</b>	⇒	0	0	0	0
<b>ESA</b>	⇒	0	0	0	0
<b>FIN. COMP.</b>	⇒	0	0	0	0

**COMMENTAIRES MISE EN RESERVE TEMPORAIRE - TARIFICATION A L'ACTIVITE**

**COMMENTAIRES RETRAIT TEMPORAIRE ( SUITE À CONTROLE A POSTERIORI / EVALUATION EXPERIMENTATION )**

**CREDITS NON RECONDUCTIBLES 2025 (Montants en euros)**

Permanents syndicaux	0	Frais financiers	0
QVT (Qualité de vie au travail)	0	Financement transition énergétique	0
Recours à l'IA (intelligence artificielle)	0	Traitements onéreux prise en charge lourde	0
Gratification de stage	0	Frais de transport AJ	0
Régul effet année partielle	0	Fonds prévention Risques professionnels	0
Dispositif IDE de nuit	0	Modulation activité AJ	0
Suppléance à domicile	0	Modulation activité EHPAD	0
Expérimentation SSIAD renforcés	0	Pathos : Compensation et formation	0
CRT	0	Ukraine	0
ATHENA (Ex. PASA de nuit)	0	Primes Protocole régional AS / AMP	0
Formation TNMP	0	Réforme des SAD Achats de matériel	0
Unité Hébergement protégé	0	Réforme des SAD Appui juridique	0
Unité PHV	0	Réforme des SAD Formation	0
HTU-SH	0	Petit matériel médical	0
Expérimentation Autre dispositif innovant	0	Neutralisation convergence SSIAD	0
ESMS en difficulté	650 000	Autres CNR	0
		<b>TOTAL CNR</b>	<b>650 000</b>

**COMMENTAIRES CREDITS NON RECONDUCTIBLES 2025**

**AFFECTATION DU RESULTAT DU COMPTE ADMINISTRATIF 2023 (ESMS sous procédure contradictoire)**

RESULTAT RETENU	EXCEDENT	DEFICIT	COMMENTAIRE
Montant en €	0	0	-

**DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT POUR L'ANNEE 2025**

Dotation globale au 31/12/2025 (en euros)	2 217 583,67	Base au 01/01/2026 (en euros)	1 567 583,67
--	--------------	----------------------------------	--------------

Agence régionale de santé PACA

R93-2025-12-03-00132

DECISION 130011679 20251203

**DECISION TARIFAIRE MODIFICATIVE N° 1096 FIXANT  
LE FORFAIT GLOBAL DE SOINS POUR 2025 CONCERNANT  
EHPAD DOMAINE DE LA SOURCE - 130011679**

**Le Directeur Général de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur ;**

- VU** le Code de l'action sociale et des familles (CASF), notamment ses articles L. 314-3 et L. 314-3-1 ;
- VU** la Loi n° 2025-199 du 28 février 2025 de financement de la sécurité sociale pour 2025 ;
- VU** l'Article 18-II de la loi n° 2023-1195 du 18 décembre 2023 de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027 ;
- VU** le Décret n° 2025-86 du 30 janvier 2025 relatif au taux de cotisations vieillesse des employeurs des agents affiliés à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales ;
- VU** le Décret n°2024-1168 du 6 décembre 2024 portant transfert de compétence entre juridictions de l'ordre administratif pour le contentieux de la tarification sanitaire et sociale ;
- VU** le Décret du 16 juillet 2024 portant nomination de Monsieur Yann Bubien en qualité de Directeur Général de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- VU** l'Article 5 du Décret n° 2023-323 du 28 avril 2023 relatif à la tarification des soins infirmiers à domicile pour les personnes âgées et personnes handicapées ;
- VU** l'Arrêté du 02 juin 2025 fixant pour l'année 2025 l'objectif de dépenses et le montant total annuel des dépenses pour les établissements et services relevant de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie mentionnée à l'article L. 314-3 du code de l'action sociale et des familles et fixant le montant mentionné à l'article L. 314-3-4 du même code ;
- VU** l'Arrêté du 28 mai 2025 fixant pour 2025 les montants forfaitaires mentionnés aux II et III de l'article R. 314-138 du code de l'action sociale et des familles et le taux de revalorisation des produits de la tarification reconductible afférents aux soins applicables aux services proposant des prestations de soins infirmiers à domicile pour les personnes âgées et les personnes en situation de handicap ;
- VU** l'Arrêté du 28 mai 2025 fixant pour l'année 2025 les montants plafonds des forfaits journaliers mentionnés à l'article R. 314-207, au 1° de l'article D. 313-17, à l'article D. 313-18 et à l'article D. 313-20 du code de l'action sociale et des familles ;
- VU** l'Arrêté du 28 mai 2025 fixant pour 2025 les valeurs du point mentionnées à l'article R. 314-162 du code de l'action sociale et des familles ;
- VU** l'Arrêté du 22 avril 2025 portant modification de l'arrêté du 10 avril 2019 relatif à la généralisation du tableau de bord de la performance dans le secteur médico-social ;
- VU** l'Arrêté du 11 février 2025 portant délégation de signature à Monsieur David Catillon, en qualité de Directeur de la Direction de l'Offre Médico-Sociale de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- VU** l'Arrêté du 25 juin 2024 relatif à l'agrément de certains accords de travail applicables dans les établissements et services du secteur social et médico-social privé à but non lucratif ;
- VU** l'Instruction N° DGCS/SD3A/CNSA/2023/111 du 10 juillet 2023 relative aux autorisations d'engagement de dépenses pour les centres de ressources territoriaux et les services de soins infirmiers à domicile ;

- VU** la Décision n° 2025-10 du 02 juin 2025 du directeur de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie relative aux dotations régionales limitatives et à la moyenne nationale des besoins en soins requis pour l'année 2025 ;
- VU** l'Instruction interministérielle N° DGCS/SD5B/DSS/SD1A/CNSA/2025/148 du 26 novembre 2025 complétant l'instruction n°66 du 27 mai 2025 relative aux orientations de la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes en situation de handicap et des personnes âgées pour l'exercice 2025 ;
- VU** le rapport d'orientation budgétaire 2025 qui définit le cadre et les orientations de la campagne budgétaire 2025 des établissements et services médico-sociaux (ESMS) pour personnes âgées relevant de l'article L. 314-3-1 du code de l'action sociale et des familles (CASF) de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- VU** la note de cadrage de la seconde phase de campagne budgétaire de l'année 2025 venant compléter le rapport d'orientation budgétaire 2025 ;
- VU** l'autorisation ou le renouvellement d'autorisation en date du 10/04/2003 autorisant la création de la structure dénommée EHPAD DOMAINE DE LA SOURCE , FINESS ET = 130011679, sise à ROQUEFORT LA BEDOULE et gérée par l'entité dénommée SAS ALPH'AGE GESTION, FINESS EJ = 920039773 ;

**CONSIDERANT** le Rapport d'Orientation Budgétaire de l'année 2025 qui définit le cadre et les orientations de la campagne budgétaire 2025 des établissements et services médico-sociaux (ESMS) pour personnes âgées relevant de l'article L. 314-3-1 du code de l'action sociale et des familles (CASF) de la région Provence Alpes Côte d'Azur ;

**CONSIDERANT** la note de cadrage de la seconde phase de campagne budgétaire de l'année 2025 venant compléter le rapport d'orientation budgétaire 2025 ;

**CONSIDERANT** la décision initiale n° 299 ;

#### DECIDE

**Article 1** A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, le forfait global de soins est fixé à 2 142 114,37 € au titre de 2025, dont 33 721,2 € à titre non reconductible.

La fraction forfaitaire mensuelle s'établit à 178 509,53 €.

Pour 2025, les tarifs sont décomposés comme suit :

	Forfait global de soins (en euros)
Hébergement Permanent	1 369 471,48
UHR	0
PASA	161 805,49
Hébergement Temporaire	57 710,79
Accueil de jour	208 665,95
Plateforme de répit et d'accompagnement	0
Financements complémentaires	344 460,66
SSIAD	0
Equipe Spécialisée Alzheimer	0

**Article 2** A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026, en application de l'article L.314-7 du CASF, le forfait global de soins est fixé, à titre transitoire, à 2 138 393,17 €.

La fraction forfaitaire mensuelle s'établit à 178 199,43 €.

Les tarifs de reconduction sont fixés à :

	Forfait global de soins (en euros)
Hébergement Permanent	1 369 471,48
UHR	0
PASA	161 805,49
Hébergement Temporaire	57 710,79
Accueil de jour	174 944,75
Plateforme de répit et d'accompagnement	0
Financements complémentaires	374 460,66
SSIAD	0
Equipe spécialisée Alzheimer	0

**Article 3** Les recours contentieux dirigés contre la présente décision doivent, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification, être portés :

- devant le Tribunal administratif de Marseille lorsque l'établissement ou le service concerné par le litige est situé dans les départements des Alpes-Maritimes, des Alpes-de-Haute-Provence, des Bouches-du-Rhône, des Hautes-Alpes et du Var ;
- devant le Tribunal administratif de Toulouse lorsque l'établissement ou le service concerné par le litige est situé dans le département de Vaucluse.

**Article 4** La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

**Article 5** Le Directeur Général de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'entité gestionnaire SAS ALPH'AGE GESTION - FINESS EJ = 920039773 et à l'établissement concerné.

Fait à Marseille, le 03/12/2025

*signé automatiquement*

## INFORMATION RELATIVE A LA REFORME DU CONTENTIEUX DE LA TARIFICATION SANITAIRE ET SOCIALE

La loi n° 2023-1059 du 20 novembre 2023 d'orientation et de programmation du ministère de la justice 2023-2027 (article 56) supprime les tribunaux interrégionaux de la tarification sanitaire et sociale et la Cour nationale de la tarification sanitaire et sociale à compter du 1er janvier 2025. Elle transfère le contentieux de la tarification en 1<sup>er</sup> ressort à un certain nombre de tribunaux administratifs et l'appel à une cour administrative d'appel.

Ces dispositions, notamment la désignation des tribunaux administratifs et de la cour administrative d'appel compétents, devaient être précisées par décret en Conseil d'Etat.

Le décret n° 2024-1168 du 6 décembre 2024 *portant transfert de compétence entre juridictions de l'ordre administratif pour le contentieux de la tarification sanitaire et sociale* a été publié au Journal officiel de la République française le 7 décembre 2024.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, les tribunaux administratifs suivants seront compétents pour connaître des recours en 1<sup>er</sup> ressort selon le découpage géographique suivant :

**Tribunal administratif de Bordeaux** : Charente, Charente Maritime, Corrèze, Creuse, Deux-Sèvres, Dordogne, Gers, Gironde, Hautes Pyrénées, Haute-Vienne, Indre, Landes, Lot et Garonne, Pyrénées Atlantiques, Vienne ;

**Tribunal administratif de Lille** : Aisne, Eure, Nord, Oise, Pas-de-Calais, Seine Maritime, Somme ;

**Tribunal administratif de Lyon** : Ain, Allier, Ardèche, Cantal, Côte-d'Or, Drôme, Haute-Loire, Haute Savoie, Isère, Loire, Nièvre, Puy-de-Dôme, Rhône, Saône-et-Loire, Savoie, Yonne ;

**Tribunal administratif de Marseille** : Alpes-Maritimes, Alpes de Haute Provence, Bouches-du-Rhône, Corse du Sud, Haute Corse, Hautes Alpes, Var ;

**Tribunal administratif de Nancy** : Ardennes, Aube, Bas Rhin, Haut Rhin, Doubs, Haute Marne, Haute Saône, Jura, Marne, Meurthe et Moselle, Meuse, Moselle, Territoire de Belfort, Vosges ;

**Tribunal administratif de Nantes** : Calvados, Côtes d'Armor, Finistère, Ille et Vilaine, Loire Atlantique, Maine et Loire, Manche, Mayenne, Morbihan, Orne, Sarthe, Vendée ;

**Tribunal administratif de Paris** : Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte, La Réunion, Saint Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre et Miquelon, Seine et Marne, Seine Saint Denis, Val de Marne, Ville de Paris ;

**Tribunal administratif de Toulouse** : Ariège, Aude, Aveyron, Gard, Haute Garonne, Hérault, Lot, Lozère, Pyrénées Orientales, Tarn, Tarn et Garonne, Vaucluse ;

**Tribunal administratif de Versailles** : Cher, Essonne, Eure et Loir, Hauts de Seine, Indre et Loire, Loir et Cher, Loiret, Val d'Oise, Yvelines.

Le tribunal administratif compétent est celui dans le ressort duquel est situé l'établissement ou le service faisant l'objet du recours (et non le lieu du siège de l'autorité administrative ayant pris la décision contestée). Le délai de recours de deux mois sera applicable pour les décisions tarifaires prises à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025.

- Les recours contentieux dirigés contre une décision de tarification, **formés à compter du 1er janvier 2025**, doivent être portés devant le Tribunal administratif territorialement compétent, dans un délai d'un mois à compter de la publication de la décision concernée ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

## NOTE TECHNIQUE 2025

<b>FINESS ET</b>	<b>RAISON SOCIALE ET</b>	<b>COMMUNE</b>
<b>130011679</b>	<b>EHPAD DOMAINE DE LA SOURCE</b>	<b>ROQUEFORT LA BEDOULE</b>

Email 1 : direction.domainedelasource@univ.fr

Réf. Interne : DOMS-1225-1681-I

Email 2 : comptabilite.domainedelasource@univ.fr

### CAPACITE INSTALLEE - NOMBRE DE PLACES

	au 31/12/2024	au 31/12/2025
<b>EHPAD / RA</b>	80	80
<b>HT</b>	5	5
<b>AJ</b>	15	15
<b>PASA</b>	14	14
<b>UHR</b>	0	0
<b>SSIAD</b>	0	0
<b>ESA</b>	0	0

### DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT SOINS AU 01/01/2025

Base totale au 01/01/2025

2 081 728,09

répartie comme suit :

Montant (en euros)

<b>EHPAD / RA</b>	⇒	1 325 806,40
<b>HT</b>	⇒	57 710,79
<b>AJ</b>	⇒	174 944,75
<b>PASA</b>	⇒	161 805,49
<b>UHR</b>	⇒	0
<b>PFR</b>	⇒	0
<b>SSIAD</b>	⇒	0
<b>ESA</b>	⇒	0
<b>FIN. COMP.</b>	⇒	361 460,66

### AUTRES ELEMENTS DE TARIFICATION

		Date de validation	Source	Référence valeur du point 2025
GMP pris en compte en 2025	845,00	29/06/2021	Attestation CD	
PMP pris en compte en 2025	245	06/05/2024	Médecin valideur ARS / Galaad	
PUI	NON			<b>TARIF GLOBAL AVEC PUI : 14,33€</b>
Valeur du point	11,57			<b>TARIF GLOBAL SANS PUI : 13,60€</b>
Option tarifaire (au 01/01/2025)	Tarif Partiel			<b>TARIF PARTIEL AVEC PUI : 12,25€</b>
Transmission des données dans SIDOBA (SSIAD)	0			<b>TARIF PARTIEL SANS PUI : 11,57€</b>

Calcul de la dotation plafond :  $((PMP \times 2,59) + GMP) \times capacite \times valeur \ du \ point$

Montant dotation plafond en euros 1 369 471,48

(pour les SSIAD le FGS cible 2027)

NC : Non Concerné

**ACTUALISATION**

		Taux (en %)		Montant (en euros)		Total base actualisée (en euros)
<b>EHPAD / RA</b>	⇒	2,35%	⇒	31 156,45	⇒	1 356 962,85
<b>HT</b>	⇒	0	⇒	0	⇒	57 710,79
<b>AJ</b>	⇒	0	⇒	0	⇒	174 944,75
<b>PASA</b>	⇒	0	⇒	0	⇒	161 805,49
<b>UHR</b>	⇒	0	⇒	0	⇒	0
<b>PFR</b>	⇒	0	⇒	0	⇒	0
<b>SSIAD</b>	⇒	0	⇒	0	⇒	0
<b>ESA</b>	⇒	0	⇒	0	⇒	0
<b>FIN. COMP.</b>	⇒	0	⇒	13 000,00	⇒	374 460,66

**RESORPTION DE L'ECART A LA DOTATION PLAFOND**

Montant (en euros)

Résorption de l'écart (Ecart à la dotation plafond **APRES** actualisation)

**MESURES NOUVELLES**

**CREATIONS / EXTENSIONS DE PLACES**

		Nombre de places	Montant (en euros)
<b>EHPAD / RA</b>	⇒	0	0
<b>HT</b>	⇒	0	0
<b>AJ</b>	⇒	0	0
<b>PASA</b>	⇒	0	0
<b>UHR</b>	⇒	0	0
<b>PFR</b>	⇒	0	0
<b>SSIAD</b>	⇒	0	0
<b>ESA</b>	⇒	0	0
<b>FIN. COMP.</b>	⇒	0	0

**AUTRES MESURES NOUVELLES**

<b>Stratégie des aidants</b>	0	<b>Création de places de SAD</b>	0
<b>Plan Solidarité Grand âge</b>	0	<b>Convergence SSIAD (partie soins)</b>	0
<b>Dispositif IDE de nuit</b>	0	<b>Création de postes de psychologues SAD</b>	0
<b>Soutien EHPAD</b>	0	<b>Transformation de l'offre</b>	0
<b>HT - SH</b>	0	<b>Tarif global</b>	0
<b>Taux d'encadrement</b>	0	<b>Pérennisation SSIAD renforcé</b>	0
<b>CRT</b>	0	<b>Indemnités nuit et JFD</b>	0
<b>Coordination des SAD</b>	0	<b>Développement ESA</b>	0
<b>Création de PASA</b>	0	<b>Complément convergence SSIAD</b>	0
<b>SEGUR Revalorisation salariale</b>	0	<b>Cotisations CNRACL</b>	0
		<b>TOTAL MESURES NOUVELLES</b>	<b>0</b>

**COMMENTAIRES MESURES NOUVELLES**

**REDEPLOIEMENTS**

		Nombre de places	Montant (en euros)
<b>EHPAD / RA</b>	⇒	0	0
<b>HT</b>	⇒	0	0
<b>AJ</b>	⇒	0	0
<b>PASA</b>	⇒	0	0
<b>UHR</b>	⇒	0	0
<b>PFR</b>	⇒	0	0
<b>SSIAD</b>	⇒	0	0
<b>ESA</b>	⇒	0	0
<b>FIN. COMP.</b>	⇒	0	0

**COMMENTAIRES REDEPLOIEMENTS**

**MISE EN RESERVE TEMPORAIRE - RETRAIT TEMPORAIRE --TARIFICATION A L'ACTIVITE**

		Nombre de places	Montant (en euros)	Retrait suite à contrôle a posteriori	Retrait suite à évaluation expérimentation
<b>EHPAD / RA</b>	⇒	0	0	0	0
<b>HT</b>	⇒	0	0	0	0
<b>AJ</b>	⇒	0	0	0	0
<b>PASA</b>	⇒	0	0	0	0
<b>UHR</b>	⇒	0	0	0	0
<b>PFR</b>	⇒	0	0	0	0
<b>SSIAD</b>	⇒	0	0	0	0
<b>ESA</b>	⇒	0	0	0	0
<b>FIN. COMP.</b>	⇒	0	0	0	-30 000,00

**COMMENTAIRES MISE EN RESERVE TEMPORAIRE - TARIFICATION A L'ACTIVITE**

**COMMENTAIRES RETRAIT TEMPORAIRE ( SUITE À CONTROLE A POSTERIORI / EVALUATION EXPERIMENTATION )**

**CREDITS NON RECONDUCTIBLES 2025 (Montants en euros)**

Permanents syndicaux	0	Frais financiers	0
QVT (Qualité de vie au travail)	0	Financement transition énergétique	0
Recours à l'IA (intelligence artificielle)	0	Traitements onéreux prise en charge lourde	0
Gratification de stage	0	Frais de transport AJ	33 721,2
Régul effet année partielle	0	Fonds prévention Risques professionnels	0
Dispositif IDE de nuit	0	Modulation activité AJ	0
Suppléance à domicile	0	Modulation activité EHPAD	0
Expérimentation SSIAD renforcés	0	Pathos : Compensation et formation	0
CRT	0	Ukraine	0
ATHENA (Ex. PASA de nuit)	0	Primes Protocole régional AS / AMP	0
Formation TNMP	0	Réforme des SAD Achats de matériel	0
Unité Hébergement protégé	0	Réforme des SAD Appui juridique	0
Unité PHV	0	Réforme des SAD Formation	0
HTU-SH	0	Petit matériel médical	0
Expérimentation Autre dispositif innovant	0	Neutralisation convergence SSIAD	0
ESMS en difficulté	0	Autres CNR	0
		<b>TOTAL CNR</b>	<b>33 721,2</b>

**COMMENTAIRES CREDITS NON RECONDUCTIBLES 2025**

**AFFECTATION DU RESULTAT DU COMPTE ADMINISTRATIF 2023 (ESMS sous procédure contradictoire)**

RESULTAT RETENU	EXCEDENT	DEFICIT	COMMENTAIRE
Montant en €	0	0	-

**DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT POUR L'ANNEE 2025**

Dotation globale au 31/12/2025 (en euros)	2 142 114,37	Base au 01/01/2026 (en euros)	2 138 393,17
--	--------------	----------------------------------	--------------

Agence régionale de santé PACA

R93-2025-12-03-00133

DECISION 130014178 20251203

**DECISION TARIFAIRE MODIFICATIVE N° 1097 FIXANT  
LE FORFAIT GLOBAL DE SOINS POUR 2025 CONCERNANT  
EHPAD RESIDENCE MAZARGUES - 130014178**

**Le Directeur Général de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur ;**

- VU** le Code de l'action sociale et des familles (CASF), notamment ses articles L. 314-3 et L. 314-3-1 ;
- VU** la Loi n° 2025-199 du 28 février 2025 de financement de la sécurité sociale pour 2025 ;
- VU** l'Article 18-II de la loi n° 2023-1195 du 18 décembre 2023 de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027 ;
- VU** le Décret n° 2025-86 du 30 janvier 2025 relatif au taux de cotisations vieillesse des employeurs des agents affiliés à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales ;
- VU** le Décret n°2024-1168 du 6 décembre 2024 portant transfert de compétence entre juridictions de l'ordre administratif pour le contentieux de la tarification sanitaire et sociale ;
- VU** le Décret du 16 juillet 2024 portant nomination de Monsieur Yann Bubien en qualité de Directeur Général de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- VU** l'Article 5 du Décret n° 2023-323 du 28 avril 2023 relatif à la tarification des soins infirmiers à domicile pour les personnes âgées et personnes handicapées ;
- VU** l'Arrêté du 02 juin 2025 fixant pour l'année 2025 l'objectif de dépenses et le montant total annuel des dépenses pour les établissements et services relevant de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie mentionnée à l'article L. 314-3 du code de l'action sociale et des familles et fixant le montant mentionné à l'article L. 314-3-4 du même code ;
- VU** l'Arrêté du 28 mai 2025 fixant pour 2025 les montants forfaitaires mentionnés aux II et III de l'article R. 314-138 du code de l'action sociale et des familles et le taux de revalorisation des produits de la tarification reconductible afférents aux soins applicables aux services proposant des prestations de soins infirmiers à domicile pour les personnes âgées et les personnes en situation de handicap ;
- VU** l'Arrêté du 28 mai 2025 fixant pour l'année 2025 les montants plafonds des forfaits journaliers mentionnés à l'article R. 314-207, au 1° de l'article D. 313-17, à l'article D. 313-18 et à l'article D. 313-20 du code de l'action sociale et des familles ;
- VU** l'Arrêté du 28 mai 2025 fixant pour 2025 les valeurs du point mentionnées à l'article R. 314-162 du code de l'action sociale et des familles ;
- VU** l'Arrêté du 22 avril 2025 portant modification de l'arrêté du 10 avril 2019 relatif à la généralisation du tableau de bord de la performance dans le secteur médico-social ;
- VU** l'Arrêté du 11 février 2025 portant délégation de signature à Monsieur David Catillon, en qualité de Directeur de la Direction de l'Offre Médico-Sociale de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- VU** l'Arrêté du 25 juin 2024 relatif à l'agrément de certains accords de travail applicables dans les établissements et services du secteur social et médico-social privé à but non lucratif ;
- VU** l'Instruction N° DGCS/SD3A/CNSA/2023/111 du 10 juillet 2023 relative aux autorisations d'engagement de dépenses pour les centres de ressources territoriaux et les services de soins infirmiers à domicile ;

- VU** la Décision n° 2025-10 du 02 juin 2025 du directeur de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie relative aux dotations régionales limitatives et à la moyenne nationale des besoins en soins requis pour l'année 2025 ;
- VU** l'Instruction interministérielle N° DGCS/SD5B/DSS/SD1A/CNSA/2025/148 du 26 novembre 2025 complétant l'instruction n°66 du 27 mai 2025 relative aux orientations de la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes en situation de handicap et des personnes âgées pour l'exercice 2025 ;
- VU** le rapport d'orientation budgétaire 2025 qui définit le cadre et les orientations de la campagne budgétaire 2025 des établissements et services médico-sociaux (ESMS) pour personnes âgées relevant de l'article L. 314-3-1 du code de l'action sociale et des familles (CASF) de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- VU** la note de cadrage de la seconde phase de campagne budgétaire de l'année 2025 venant compléter le rapport d'orientation budgétaire 2025 ;
- VU** l'autorisation ou le renouvellement d'autorisation en date du 03/01/2017 autorisant la création de la structure dénommée EHPAD RESIDENCE MAZARGUES, FINESS ET = 130014178, sise à MARSEILLE 09EME et gérée par l'entité dénommée SOCIETE RESIDENCE MAZARGUES, FINESS EJ = 130014129 ;

**CONSIDERANT** le Rapport d'Orientation Budgétaire de l'année 2025 qui définit le cadre et les orientations de la campagne budgétaire 2025 des établissements et services médico-sociaux (ESMS) pour personnes âgées relevant de l'article L. 314-3-1 du code de l'action sociale et des familles (CASF) de la région Provence Alpes Côte d'Azur ;

**CONSIDERANT** la note de cadrage de la seconde phase de campagne budgétaire de l'année 2025 venant compléter le rapport d'orientation budgétaire 2025 ;

**CONSIDERANT** la décision initiale n° 300 ;

#### DECIDE

**Article 1** A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, le forfait global de soins est fixé à 2 374 866,62 € au titre de 2025, dont 71 090 € à titre non reconductible.

La fraction forfaitaire **mensuelle** s'établit à 197 905,55 €.

Pour 2025, les tarifs sont décomposés comme suit :

	Forfait global de soins (en euros)
Hébergement Permanent	1 851 022,56
UHR	0
PASA	60 000,00
Hébergement Temporaire	0
Accueil de jour	0
Plateforme de répit et d'accompagnement	0
Financements complémentaires	463 844,06
SSIAD	0
Equipe Spécialisée Alzheimer	0

**Article 2** A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026, en application de l'article L.314-7 du CASF, le forfait global de soins est fixé, à titre transitoire, à 2 303 776,62 €.

La fraction forfaitaire mensuelle s'établit à 191 981,39 €.

Les tarifs de reconduction sont fixés à :

	Forfait global de soins (en euros)
Hébergement Permanent	1 851 022,56
UHR	0
PASA	60 000,00
Hébergement Temporaire	0
Accueil de jour	0
Plateforme de répit et d'accompagnement	0
Financements complémentaires	392 754,06
SSIAD	0
Equipe spécialisée Alzheimer	0

**Article 3** Les recours contentieux dirigés contre la présente décision doivent, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification, être portés :

- devant le Tribunal administratif de Marseille lorsque l'établissement ou le service concerné par le litige est situé dans les départements des Alpes-Maritimes, des Alpes-de-Haute-Provence, des Bouches-du-Rhône, des Hautes-Alpes et du Var ;
- devant le Tribunal administratif de Toulouse lorsque l'établissement ou le service concerné par le litige est situé dans le département de Vaucluse.

**Article 4** La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

**Article 5** Le Directeur Général de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'entité gestionnaire SOCIETE RESIDENCE MAZARGUES - FINESS EJ = 130014129 et à l'établissement concerné.

Fait à Marseille, le 03/12/2025

*signé automatiquement*

## INFORMATION RELATIVE A LA REFORME DU CONTENTIEUX DE LA TARIFICATION SANITAIRE ET SOCIALE

La loi n° 2023-1059 du 20 novembre 2023 d'orientation et de programmation du ministère de la justice 2023-2027 (article 56) supprime les tribunaux interrégionaux de la tarification sanitaire et sociale et la Cour nationale de la tarification sanitaire et sociale à compter du 1er janvier 2025. Elle transfère le contentieux de la tarification en 1<sup>er</sup> ressort à un certain nombre de tribunaux administratifs et l'appel à une cour administrative d'appel.

Ces dispositions, notamment la désignation des tribunaux administratifs et de la cour administrative d'appel compétents, devaient être précisées par décret en Conseil d'Etat.

Le décret n° 2024-1168 du 6 décembre 2024 *portant transfert de compétence entre juridictions de l'ordre administratif pour le contentieux de la tarification sanitaire et sociale* a été publié au Journal officiel de la République française le 7 décembre 2024.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, les tribunaux administratifs suivants seront compétents pour connaître des recours en 1<sup>er</sup> ressort selon le découpage géographique suivant :

**Tribunal administratif de Bordeaux** : Charente, Charente Maritime, Corrèze, Creuse, Deux-Sèvres, Dordogne, Gers, Gironde, Hautes Pyrénées, Haute-Vienne, Indre, Landes, Lot et Garonne, Pyrénées Atlantiques, Vienne ;

**Tribunal administratif de Lille** : Aisne, Eure, Nord, Oise, Pas-de-Calais, Seine Maritime, Somme ;

**Tribunal administratif de Lyon** : Ain, Allier, Ardèche, Cantal, Côte-d'Or, Drôme, Haute-Loire, Haute Savoie, Isère, Loire, Nièvre, Puy-de-Dôme, Rhône, Saône-et-Loire, Savoie, Yonne ;

**Tribunal administratif de Marseille** : Alpes-Maritimes, Alpes de Haute Provence, Bouches-du-Rhône, Corse du Sud, Haute Corse, Hautes Alpes, Var ;

**Tribunal administratif de Nancy** : Ardennes, Aube, Bas Rhin, Haut Rhin, Doubs, Haute Marne, Haute Saône, Jura, Marne, Meurthe et Moselle, Meuse, Moselle, Territoire de Belfort, Vosges ;

**Tribunal administratif de Nantes** : Calvados, Côtes d'Armor, Finistère, Ille et Vilaine, Loire Atlantique, Maine et Loire, Manche, Mayenne, Morbihan, Orne, Sarthe, Vendée ;

**Tribunal administratif de Paris** : Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte, La Réunion, Saint Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre et Miquelon, Seine et Marne, Seine Saint Denis, Val de Marne, Ville de Paris ;

**Tribunal administratif de Toulouse** : Ariège, Aude, Aveyron, Gard, Haute Garonne, Hérault, Lot, Lozère, Pyrénées Orientales, Tarn, Tarn et Garonne, Vaucluse ;

**Tribunal administratif de Versailles** : Cher, Essonne, Eure et Loir, Hauts de Seine, Indre et Loire, Loir et Cher, Loiret, Val d'Oise, Yvelines.

Le tribunal administratif compétent est celui dans le ressort duquel est situé l'établissement ou le service faisant l'objet du recours (et non le lieu du siège de l'autorité administrative ayant pris la décision contestée). Le délai de recours de deux mois sera applicable pour les décisions tarifaires prises à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025.

- Les recours contentieux dirigés contre une décision de tarification, **formés à compter du 1er janvier 2025**, doivent être portés devant le Tribunal administratif territorialement compétent, dans un délai d'un mois à compter de la publication de la décision concernée ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

## NOTE TECHNIQUE 2025

<b>FINESS ET</b>	<b>RAISON SOCIALE ET</b>	<b>COMMUNE</b>
<b>130014178</b>	<b>EHPAD RESIDENCE MAZARGUES</b>	<b>MARSEILLE 09EME</b>

Email 1 : dir-mazargues-marseille@domusvi.com

Réf. Interne : DOMS-1225-1681-I

Email 2 : mazargues-marseille@domusvi.com

### CAPACITE INSTALLEE - NOMBRE DE PLACES

	au 31/12/2024	au 31/12/2025
<b>EHPAD / RA</b>	95	95
<b>HT</b>	0	0
<b>AJ</b>	0	0
<b>PASA</b>	12	12
<b>UHR</b>	0	0
<b>SSIAD</b>	0	0
<b>ESA</b>	0	0

### DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT SOINS AU 01/01/2025

Base totale au 01/01/2025

2 209 618,96

répartie comme suit :

Montant (en euros)

<b>EHPAD / RA</b>	⇒	1 756 864,90
<b>HT</b>	⇒	0
<b>AJ</b>	⇒	0
<b>PASA</b>	⇒	60 000,00
<b>UHR</b>	⇒	0
<b>PFR</b>	⇒	0
<b>SSIAD</b>	⇒	0
<b>ESA</b>	⇒	0
<b>FIN. COMP.</b>	⇒	392 754,06

### AUTRES ELEMENTS DE TARIFICATION

		Date de validation	Source	Référence valeur du point 2025
GMP pris en compte en 2025	780,00	09/03/2023	Attestation CD	
PMP pris en compte en 2025	252	21/05/2024	Médecin valideur ARS / Galaad	
PUI	NON			<b>TARIF GLOBAL AVEC PUI : 14,33€</b>
Valeur du point	13,6			<b>TARIF GLOBAL SANS PUI : 13,60€</b>
Option tarifaire (au 01/01/2025)	Tarif Global			<b>TARIF PARTIEL AVEC PUI : 12,25€</b>
Transmission des données dans SIDOBA (SSIAD)	0			<b>TARIF PARTIEL SANS PUI : 11,57€</b>

Calcul de la dotation plafond :  $((PMP \times 2,59) + GMP) \times capacité \times valeur \text{ du point}$

Montant dotation plafond en euros 1 851 022,56

(pour les SSIAD le FGS cible 2027)

NC : Non Concerné

**ACTUALISATION**

	Taux (en %)	Montant (en euros)	Total base actualisée (en euros)
<b>EHPAD / RA</b>	2,35%	41 286,33	1 798 151,23
<b>HT</b>	0	0	0
<b>AJ</b>	0	0	0
<b>PASA</b>	0	0	60 000,00
<b>UHR</b>	0	0	0
<b>PFR</b>	0	0	0
<b>SSIAD</b>	0	0	0
<b>ESA</b>	0	0	0
<b>FIN. COMP.</b>	0	0	392 754,06

**RESORPTION DE L'ECART A LA DOTATION PLAFOND**

Montant (en euros)

Résorption de l'écart (Ecart à la dotation plafond **APRES** actualisation)

**MESURES NOUVELLES**

**CREATIONS / EXTENSIONS DE PLACES**

	Nombre de places	Montant (en euros)
<b>EHPAD / RA</b>	0	0
<b>HT</b>	0	0
<b>AJ</b>	0	0
<b>PASA</b>	0	0
<b>UHR</b>	0	0
<b>PFR</b>	0	0
<b>SSIAD</b>	0	0
<b>ESA</b>	0	0
<b>FIN. COMP.</b>	0	0

**AUTRES MESURES NOUVELLES**

<b>Stratégie des aidants</b>	0	<b>Création de places de SAD</b>	0
<b>Plan Solidarité Grand âge</b>	0	<b>Convergence SSIAD (partie soins)</b>	0
<b>Dispositif IDE de nuit</b>	0	<b>Création de postes de psychologues SAD</b>	0
<b>Soutien EHPAD</b>	0	<b>Transformation de l'offre</b>	0
<b>HT - SH</b>	0	<b>Tarif global</b>	0
<b>Taux d'encadrement</b>	0	<b>Pérennisation SSIAD renforcé</b>	0
<b>CRT</b>	0	<b>Indemnités nuit et JFD</b>	0
<b>Coordination des SAD</b>	0	<b>Développement ESA</b>	0
<b>Création de PASA</b>	0	<b>Complément convergence SSIAD</b>	0
<b>SEGUR Revalorisation salariale</b>	0	<b>Cotisations CNRACL</b>	0
		<b>TOTAL MESURES NOUVELLES</b>	<b>0</b>

**COMMENTAIRES MESURES NOUVELLES**

**REDEPLOIEMENTS**

		Nombre de places	Montant (en euros)
<b>EHPAD / RA</b>	⇒	0	0
<b>HT</b>	⇒	0	0
<b>AJ</b>	⇒	0	0
<b>PASA</b>	⇒	0	0
<b>UHR</b>	⇒	0	0
<b>PFR</b>	⇒	0	0
<b>SSIAD</b>	⇒	0	0
<b>ESA</b>	⇒	0	0
<b>FIN. COMP.</b>	⇒	0	0

**COMMENTAIRES REDEPLOIEMENTS**

**MISE EN RESERVE TEMPORAIRE - RETRAIT TEMPORAIRE --TARIFICATION A L'ACTIVITE**

		Nombre de places	Montant (en euros)	Retrait suite à contrôle a posteriori	Retrait suite à évaluation expérimentation
<b>EHPAD / RA</b>	⇒	0	0	0	0
<b>HT</b>	⇒	0	0	0	0
<b>AJ</b>	⇒	0	0	0	0
<b>PASA</b>	⇒	0	0	0	0
<b>UHR</b>	⇒	0	0	0	0
<b>PFR</b>	⇒	0	0	0	0
<b>SSIAD</b>	⇒	0	0	0	0
<b>ESA</b>	⇒	0	0	0	0
<b>FIN. COMP.</b>	⇒	0	0	0	0

**COMMENTAIRES MISE EN RESERVE TEMPORAIRE - TARIFICATION A L'ACTIVITE**

**COMMENTAIRES RETRAIT TEMPORAIRE ( SUITE À CONTROLE A POSTERIORI / EVALUATION EXPERIMENTATION )**

**CREDITS NON RECONDUCTIBLES 2025 (Montants en euros)**

Permanents syndicaux	0	Frais financiers	0
QVT (Qualité de vie au travail)	0	Financement transition énergétique	0
Recours à l'IA (intelligence artificielle)	0	Traitements onéreux prise en charge lourde	0
Gratification de stage	0	Frais de transport AJ	0
Régul effet année partielle	0	Fonds prévention Risques professionnels	0
Dispositif IDE de nuit	0	Modulation activité AJ	0
Suppléance à domicile	0	Modulation activité EHPAD	0
Expérimentation SSIAD renforcés	0	Pathos : Compensation et formation	0
CRT	0	Ukraine	0
ATHENA (Ex. PASA de nuit)	0	Primes Protocole régional AS / AMP	0
Formation TNMP	0	Réforme des SAD Achats de matériel	0
Unité Hébergement protégé	0	Réforme des SAD Appui juridique	0
Unité PHV	0	Réforme des SAD Formation	0
HTU-SH	71 090	Petit matériel médical	0
Expérimentation Autre dispositif innovant	0	Neutralisation convergence SSIAD	0
ESMS en difficulté	0	Autres CNR	0
		<b>TOTAL CNR</b>	<b>71 090</b>

**COMMENTAIRES CREDITS NON RECONDUCTIBLES 2025**

**AFFECTATION DU RESULTAT DU COMPTE ADMINISTRATIF 2023 (ESMS sous procédure contradictoire)**

RESULTAT RETENU	EXCEDENT	DEFICIT	COMMENTAIRE
Montant en €	0	0	-

**DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT POUR L'ANNEE 2025**

Dotation globale au 31/12/2025 (en euros)	2 374 866,62	Base au 01/01/2026 (en euros)	2 303 776,62
--	--------------	----------------------------------	--------------

Agence régionale de santé PACA

R93-2025-12-03-00134

DECISION 130014368 20251203

**DECISION TARIFAIRE MODIFICATIVE N° 1098 FIXANT  
LE FORFAIT GLOBAL DE SOINS POUR 2025 CONCERNANT  
EHPAD KALLISTE - 130014368**

**Le Directeur Général de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur ;**

- VU** le Code de l'action sociale et des familles (CASF), notamment ses articles L. 314-3 et L. 314-3-1 ;
- VU** la Loi n° 2025-199 du 28 février 2025 de financement de la sécurité sociale pour 2025 ;
- VU** l'Article 18-II de la loi n° 2023-1195 du 18 décembre 2023 de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027 ;
- VU** le Décret n° 2025-86 du 30 janvier 2025 relatif au taux de cotisations vieillesse des employeurs des agents affiliés à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales ;
- VU** le Décret n°2024-1168 du 6 décembre 2024 portant transfert de compétence entre juridictions de l'ordre administratif pour le contentieux de la tarification sanitaire et sociale ;
- VU** le Décret du 16 juillet 2024 portant nomination de Monsieur Yann Bubien en qualité de Directeur Général de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- VU** l'Article 5 du Décret n° 2023-323 du 28 avril 2023 relatif à la tarification des soins infirmiers à domicile pour les personnes âgées et personnes handicapées ;
- VU** l'Arrêté du 02 juin 2025 fixant pour l'année 2025 l'objectif de dépenses et le montant total annuel des dépenses pour les établissements et services relevant de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie mentionnée à l'article L. 314-3 du code de l'action sociale et des familles et fixant le montant mentionné à l'article L. 314-3-4 du même code ;
- VU** l'Arrêté du 28 mai 2025 fixant pour 2025 les montants forfaitaires mentionnés aux II et III de l'article R. 314-138 du code de l'action sociale et des familles et le taux de revalorisation des produits de la tarification reconductible afférents aux soins applicables aux services proposant des prestations de soins infirmiers à domicile pour les personnes âgées et les personnes en situation de handicap ;
- VU** l'Arrêté du 28 mai 2025 fixant pour l'année 2025 les montants plafonds des forfaits journaliers mentionnés à l'article R. 314-207, au 1° de l'article D. 313-17, à l'article D. 313-18 et à l'article D. 313-20 du code de l'action sociale et des familles ;
- VU** l'Arrêté du 28 mai 2025 fixant pour 2025 les valeurs du point mentionnées à l'article R. 314-162 du code de l'action sociale et des familles ;
- VU** l'Arrêté du 22 avril 2025 portant modification de l'arrêté du 10 avril 2019 relatif à la généralisation du tableau de bord de la performance dans le secteur médico-social ;
- VU** l'Arrêté du 11 février 2025 portant délégation de signature à Monsieur David Catillon, en qualité de Directeur de la Direction de l'Offre Médico-Sociale de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- VU** l'Arrêté du 25 juin 2024 relatif à l'agrément de certains accords de travail applicables dans les établissements et services du secteur social et médico-social privé à but non lucratif ;
- VU** l'Instruction N° DGCS/SD3A/CNSA/2023/111 du 10 juillet 2023 relative aux autorisations d'engagement de dépenses pour les centres de ressources territoriaux et les services de soins infirmiers à domicile ;

- VU** la Décision n° 2025-10 du 02 juin 2025 du directeur de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie relative aux dotations régionales limitatives et à la moyenne nationale des besoins en soins requis pour l'année 2025 ;
- VU** l'Instruction interministérielle N° DGCS/SD5B/DSS/SD1A/CNSA/2025/148 du 26 novembre 2025 complétant l'instruction n°66 du 27 mai 2025 relative aux orientations de la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes en situation de handicap et des personnes âgées pour l'exercice 2025 ;
- VU** le rapport d'orientation budgétaire 2025 qui définit le cadre et les orientations de la campagne budgétaire 2025 des établissements et services médico-sociaux (ESMS) pour personnes âgées relevant de l'article L. 314-3-1 du code de l'action sociale et des familles (CASF) de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- VU** la note de cadrage de la seconde phase de campagne budgétaire de l'année 2025 venant compléter le rapport d'orientation budgétaire 2025 ;
- VU** l'autorisation ou le renouvellement d'autorisation en date du 18/12/2003 autorisant la création de la structure dénommée EHPAD KALLISTE, FINESS ET = 130014368, sise à LA CIOTAT et gérée par l'entité dénommée SAS KALLISTE, FINESS EJ = 130014319 ;

**CONSIDERANT** le Rapport d'Orientation Budgétaire de l'année 2025 qui définit le cadre et les orientations de la campagne budgétaire 2025 des établissements et services médico-sociaux (ESMS) pour personnes âgées relevant de l'article L. 314-3-1 du code de l'action sociale et des familles (CASF) de la région Provence Alpes Côte d'Azur ;

**CONSIDERANT** la note de cadrage de la seconde phase de campagne budgétaire de l'année 2025 venant compléter le rapport d'orientation budgétaire 2025 ;

**CONSIDERANT** la décision initiale n° 301 ;

#### DECIDE

**Article 1** A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, le forfait global de soins est fixé à 2 236 745,03 € au titre de 2025, dont 0 € à titre non reconductible.

La fraction forfaitaire **mensuelle** s'établit à 186 395,42 €.

Pour 2025, les tarifs sont décomposés comme suit :

	Forfait global de soins (en euros)
Hébergement Permanent	1 709 967,20
UHR	0
PASA	162 000,00
Hébergement Temporaire	0
Accueil de jour	0
Plateforme de répit et d'accompagnement	0
Financements complémentaires	364 777,83
SSIAD	0
Equipe Spécialisée Alzheimer	0

**Article 2** A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026, en application de l'article L.314-7 du CASF, le forfait global de soins est fixé, à titre transitoire, à 2 512 745,03 €.

La fraction forfaitaire mensuelle s'établit à 209 395,42 €.

Les tarifs de reconduction sont fixés à :

	Forfait global de soins (en euros)
Hébergement Permanent	1 985 967,20
UHR	0
PASA	162 000,00
Hébergement Temporaire	0
Accueil de jour	0
Plateforme de répit et d'accompagnement	0
Financements complémentaires	364 777,83
SSIAD	0
Equipe spécialisée Alzheimer	0

**Article 3** Les recours contentieux dirigés contre la présente décision doivent, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification, être portés :

- devant le Tribunal administratif de Marseille lorsque l'établissement ou le service concerné par le litige est situé dans les départements des Alpes-Maritimes, des Alpes-de-Haute-Provence, des Bouches-du-Rhône, des Hautes-Alpes et du Var ;
- devant le Tribunal administratif de Toulouse lorsque l'établissement ou le service concerné par le litige est situé dans le département de Vaucluse.

**Article 4** La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

**Article 5** Le Directeur Général de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'entité gestionnaire SAS KALLISTE - FINESS EJ = 130014319 et à l'établissement concerné.

Fait à Marseille, le 03/12/2025

*signé automatiquement*

## INFORMATION RELATIVE A LA REFORME DU CONTENTIEUX DE LA TARIFICATION SANITAIRE ET SOCIALE

La loi n° 2023-1059 du 20 novembre 2023 d'orientation et de programmation du ministère de la justice 2023-2027 (article 56) supprime les tribunaux interrégionaux de la tarification sanitaire et sociale et la Cour nationale de la tarification sanitaire et sociale à compter du 1er janvier 2025. Elle transfère le contentieux de la tarification en 1<sup>er</sup> ressort à un certain nombre de tribunaux administratifs et l'appel à une cour administrative d'appel.

Ces dispositions, notamment la désignation des tribunaux administratifs et de la cour administrative d'appel compétents, devaient être précisées par décret en Conseil d'Etat.

Le décret n° 2024-1168 du 6 décembre 2024 *portant transfert de compétence entre juridictions de l'ordre administratif pour le contentieux de la tarification sanitaire et sociale* a été publié au Journal officiel de la République française le 7 décembre 2024.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, les tribunaux administratifs suivants seront compétents pour connaître des recours en 1<sup>er</sup> ressort selon le découpage géographique suivant :

**Tribunal administratif de Bordeaux** : Charente, Charente Maritime, Corrèze, Creuse, Deux-Sèvres, Dordogne, Gers, Gironde, Hautes Pyrénées, Haute-Vienne, Indre, Landes, Lot et Garonne, Pyrénées Atlantiques, Vienne ;

**Tribunal administratif de Lille** : Aisne, Eure, Nord, Oise, Pas-de-Calais, Seine Maritime, Somme ;

**Tribunal administratif de Lyon** : Ain, Allier, Ardèche, Cantal, Côte-d'Or, Drôme, Haute-Loire, Haute Savoie, Isère, Loire, Nièvre, Puy-de-Dôme, Rhône, Saône-et-Loire, Savoie, Yonne ;

**Tribunal administratif de Marseille** : Alpes-Maritimes, Alpes de Haute Provence, Bouches-du-Rhône, Corse du Sud, Haute Corse, Hautes Alpes, Var ;

**Tribunal administratif de Nancy** : Ardennes, Aube, Bas Rhin, Haut Rhin, Doubs, Haute Marne, Haute Saône, Jura, Marne, Meurthe et Moselle, Meuse, Moselle, Territoire de Belfort, Vosges ;

**Tribunal administratif de Nantes** : Calvados, Côtes d'Armor, Finistère, Ille et Vilaine, Loire Atlantique, Maine et Loire, Manche, Mayenne, Morbihan, Orne, Sarthe, Vendée ;

**Tribunal administratif de Paris** : Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte, La Réunion, Saint Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre et Miquelon, Seine et Marne, Seine Saint Denis, Val de Marne, Ville de Paris ;

**Tribunal administratif de Toulouse** : Ariège, Aude, Aveyron, Gard, Haute Garonne, Hérault, Lot, Lozère, Pyrénées Orientales, Tarn, Tarn et Garonne, Vaucluse ;

**Tribunal administratif de Versailles** : Cher, Essonne, Eure et Loir, Hauts de Seine, Indre et Loire, Loir et Cher, Loiret, Val d'Oise, Yvelines.

Le tribunal administratif compétent est celui dans le ressort duquel est situé l'établissement ou le service faisant l'objet du recours (et non le lieu du siège de l'autorité administrative ayant pris la décision contestée). Le délai de recours de deux mois sera applicable pour les décisions tarifaires prises à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025.

- Les recours contentieux dirigés contre une décision de tarification, **formés à compter du 1er janvier 2025**, doivent être portés devant le Tribunal administratif territorialement compétent, dans un délai d'un mois à compter de la publication de la décision concernée ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

## NOTE TECHNIQUE 2025

<b>FINESS ET</b>	<b>RAISON SOCIALE ET</b>	<b>COMMUNE</b>
<b>130014368</b>	<b>EHPAD KALLISTE</b>	<b>LA CIOTAT</b>

Email 1 : jc.amarantinis@jcmsante.com

Réf. Interne : DOMS-1225-1681-I

Email 2 : g.bon-cabel@jcmsante.com

### CAPACITE INSTALLEE - NOMBRE DE PLACES

	au 31/12/2024	au 31/12/2025
<b>EHPAD / RA</b>	100	100
<b>HT</b>	0	0
<b>AJ</b>	0	0
<b>PASA</b>	14	14
<b>UHR</b>	0	0
<b>SSIAD</b>	0	0
<b>ESA</b>	0	0

### DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT SOINS AU 01/01/2025

Base totale au 01/01/2025

2 358 097,58

répartie comme suit :

Montant (en euros)

<b>EHPAD / RA</b>	⇒	1 844 319,75
<b>HT</b>	⇒	0
<b>AJ</b>	⇒	0
<b>PASA</b>	⇒	162 000,00
<b>UHR</b>	⇒	0
<b>PFR</b>	⇒	0
<b>SSIAD</b>	⇒	0
<b>ESA</b>	⇒	0
<b>FIN. COMP.</b>	⇒	351 777,83

### AUTRES ELEMENTS DE TARIFICATION

		Date de validation	Source	Référence valeur du point 2025
GMP pris en compte en 2025	805,00	09/03/2023	Attestation CD	
PMP pris en compte en 2025	253	07/06/2024	Médecin valideur ARS / Galaad	
PUI	NON			<b>TARIF GLOBAL AVEC PUI : 14,33€</b>
Valeur du point	13,6			<b>TARIF GLOBAL SANS PUI : 13,60€</b>
Option tarifaire (au 01/01/2025)	Tarif Global			<b>TARIF PARTIEL AVEC PUI : 12,25€</b>
Transmission des données dans SIDOBA (SSIAD)	0			<b>TARIF PARTIEL SANS PUI : 11,57€</b>

Calcul de la dotation plafond :  $((PMP \times 2,59) + GMP) \times capacité \times valeur \text{ du point}$

Montant dotation plafond en euros 1 985 967,2

(pour les SSIAD le FGS cible 2027)

NC : Non Concerné

**ACTUALISATION**

	Taux (en %)	Montant (en euros)	Total base actualisée (en euros)
<b>EHPAD / RA</b>	2,35%	43 341,51	1 887 661,26
<b>HT</b>	0	0	0
<b>AJ</b>	0	0	0
<b>PASA</b>	0	0	162 000,00
<b>UHR</b>	0	0	0
<b>PFR</b>	0	0	0
<b>SSIAD</b>	0	0	0
<b>ESA</b>	0	0	0
<b>FIN. COMP.</b>	0	13 000,00	364 777,83

**RESORPTION DE L'ECART A LA DOTATION PLAFOND**

Montant (en euros)

98 305,94

Résorption de l'écart (Ecart à la dotation plafond **APRES** actualisation)

**MESURES NOUVELLES**

**CREATIONS / EXTENSIONS DE PLACES**

	Nombre de places	Montant (en euros)
<b>EHPAD / RA</b>	0	0
<b>HT</b>	0	0
<b>AJ</b>	0	0
<b>PASA</b>	0	0
<b>UHR</b>	0	0
<b>PFR</b>	0	0
<b>SSIAD</b>	0	0
<b>ESA</b>	0	0
<b>FIN. COMP.</b>	0	0

**AUTRES MESURES NOUVELLES**

<b>Stratégie des aidants</b>	0	<b>Création de places de SAD</b>	0
<b>Plan Solidarité Grand âge</b>	0	<b>Convergence SSIAD (partie soins)</b>	0
<b>Dispositif IDE de nuit</b>	0	<b>Création de postes de psychologues SAD</b>	0
<b>Soutien EHPAD</b>	0	<b>Transformation de l'offre</b>	0
<b>HT - SH</b>	0	<b>Tarif global</b>	0
<b>Taux d'encadrement</b>	0	<b>Pérennisation SSIAD renforcé</b>	0
<b>CRT</b>	0	<b>Indemnités nuit et JFD</b>	0
<b>Coordination des SAD</b>	0	<b>Développement ESA</b>	0
<b>Création de PASA</b>	0	<b>Complément convergence SSIAD</b>	0
<b>SEGUR Revalorisation salariale</b>	0	<b>Cotisations CNRACL</b>	0
		<b>TOTAL MESURES NOUVELLES</b>	<b>0</b>

**COMMENTAIRES MESURES NOUVELLES**

**REDEPLOIEMENTS**

		Nombre de places	Montant (en euros)
<b>EHPAD / RA</b>	⇒	0	0
<b>HT</b>	⇒	0	0
<b>AJ</b>	⇒	0	0
<b>PASA</b>	⇒	0	0
<b>UHR</b>	⇒	0	0
<b>PFR</b>	⇒	0	0
<b>SSIAD</b>	⇒	0	0
<b>ESA</b>	⇒	0	0
<b>FIN. COMP.</b>	⇒	0	0

**COMMENTAIRES REDEPLOIEMENTS**

**MISE EN RESERVE TEMPORAIRE - RETRAIT TEMPORAIRE --TARIFICATION A L'ACTIVITE**

		Nombre de places	Montant (en euros)	Retrait suite à contrôle a posteriori	Retrait suite à évaluation expérimentation
<b>EHPAD / RA</b>	⇒	0	0	0	-276 000,00
<b>HT</b>	⇒	0	0	0	0
<b>AJ</b>	⇒	0	0	0	0
<b>PASA</b>	⇒	0	0	0	0
<b>UHR</b>	⇒	0	0	0	0
<b>PFR</b>	⇒	0	0	0	0
<b>SSIAD</b>	⇒	0	0	0	0
<b>ESA</b>	⇒	0	0	0	0
<b>FIN. COMP.</b>	⇒	0	0	0	0

**COMMENTAIRES MISE EN RESERVE TEMPORAIRE - TARIFICATION A L'ACTIVITE**

**COMMENTAIRES RETRAIT TEMPORAIRE ( SUITE À CONTROLE A POSTERIORI / EVALUATION EXPERIMENTATION )**

**CREDITS NON RECONDUCTIBLES 2025 (Montants en euros)**

Permanents syndicaux	0	Frais financiers	0
QVT (Qualité de vie au travail)	0	Financement transition énergétique	0
Recours à l'IA (intelligence artificielle)	0	Traitements onéreux prise en charge lourde	0
Gratification de stage	0	Frais de transport AJ	0
Régul effet année partielle	0	Fonds prévention Risques professionnels	0
Dispositif IDE de nuit	0	Modulation activité AJ	0
Suppléance à domicile	0	Modulation activité EHPAD	0
Expérimentation SSIAD renforcés	0	Pathos : Compensation et formation	0
CRT	0	Ukraine	0
ATHENA (Ex. PASA de nuit)	0	Primes Protocole régional AS / AMP	0
Formation TNMP	0	Réforme des SAD Achats de matériel	0
Unité Hébergement protégé	0	Réforme des SAD Appui juridique	0
Unité PHV	0	Réforme des SAD Formation	0
HTU-SH	0	Petit matériel médical	0
Expérimentation Autre dispositif innovant	0	Neutralisation convergence SSIAD	0
ESMS en difficulté	0	Autres CNR	0
		<b>TOTAL CNR</b>	<b>0</b>

**COMMENTAIRES CREDITS NON RECONDUCTIBLES 2025**

**AFFECTATION DU RESULTAT DU COMPTE ADMINISTRATIF 2023 (ESMS sous procédure contradictoire)**

RESULTAT RETENU	EXCEDENT	DEFICIT	COMMENTAIRE
Montant en €	0	0	-

**DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT POUR L'ANNEE 2025**

Dotation globale au 31/12/2025 (en euros)	2 236 745,03	Base au 01/01/2026 (en euros)	2 512 745,03
--	--------------	----------------------------------	--------------

Agence régionale de santé PACA

R93-2025-12-03-00135

DECISION 130017908 20251203

**DECISION TARIFAIRE MODIFICATIVE N° 1099 FIXANT  
LE FORFAIT GLOBAL DE SOINS POUR 2025 CONCERNANT  
EHPAD LES PATIOS DE ST JEAN - 130017908**

**Le Directeur Général de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur ;**

- VU** le Code de l'action sociale et des familles (CASF), notamment ses articles L. 314-3 et L. 314-3-1 ;
- VU** la Loi n° 2025-199 du 28 février 2025 de financement de la sécurité sociale pour 2025 ;
- VU** l'Article 18-II de la loi n° 2023-1195 du 18 décembre 2023 de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027 ;
- VU** le Décret n° 2025-86 du 30 janvier 2025 relatif au taux de cotisations vieillesse des employeurs des agents affiliés à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales ;
- VU** le Décret n°2024-1168 du 6 décembre 2024 portant transfert de compétence entre juridictions de l'ordre administratif pour le contentieux de la tarification sanitaire et sociale ;
- VU** le Décret du 16 juillet 2024 portant nomination de Monsieur Yann Bubien en qualité de Directeur Général de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- VU** l'Article 5 du Décret n° 2023-323 du 28 avril 2023 relatif à la tarification des soins infirmiers à domicile pour les personnes âgées et personnes handicapées ;
- VU** l'Arrêté du 02 juin 2025 fixant pour l'année 2025 l'objectif de dépenses et le montant total annuel des dépenses pour les établissements et services relevant de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie mentionnée à l'article L. 314-3 du code de l'action sociale et des familles et fixant le montant mentionné à l'article L. 314-3-4 du même code ;
- VU** l'Arrêté du 28 mai 2025 fixant pour 2025 les montants forfaitaires mentionnés aux II et III de l'article R. 314-138 du code de l'action sociale et des familles et le taux de revalorisation des produits de la tarification reconductible afférents aux soins applicables aux services proposant des prestations de soins infirmiers à domicile pour les personnes âgées et les personnes en situation de handicap ;
- VU** l'Arrêté du 28 mai 2025 fixant pour l'année 2025 les montants plafonds des forfaits journaliers mentionnés à l'article R. 314-207, au 1° de l'article D. 313-17, à l'article D. 313-18 et à l'article D. 313-20 du code de l'action sociale et des familles ;
- VU** l'Arrêté du 28 mai 2025 fixant pour 2025 les valeurs du point mentionnées à l'article R. 314-162 du code de l'action sociale et des familles ;
- VU** l'Arrêté du 22 avril 2025 portant modification de l'arrêté du 10 avril 2019 relatif à la généralisation du tableau de bord de la performance dans le secteur médico-social ;
- VU** l'Arrêté du 11 février 2025 portant délégation de signature à Monsieur David Catillon, en qualité de Directeur de la Direction de l'Offre Médico-Sociale de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- VU** l'Arrêté du 25 juin 2024 relatif à l'agrément de certains accords de travail applicables dans les établissements et services du secteur social et médico-social privé à but non lucratif ;
- VU** l'Instruction N° DGCS/SD3A/CNSA/2023/111 du 10 juillet 2023 relative aux autorisations d'engagement de dépenses pour les centres de ressources territoriaux et les services de soins infirmiers à domicile ;

- VU** la Décision n° 2025-10 du 02 juin 2025 du directeur de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie relative aux dotations régionales limitatives et à la moyenne nationale des besoins en soins requis pour l'année 2025 ;
- VU** l'Instruction interministérielle N° DGCS/SD5B/DSS/SD1A/CNSA/2025/148 du 26 novembre 2025 complétant l'instruction n°66 du 27 mai 2025 relative aux orientations de la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes en situation de handicap et des personnes âgées pour l'exercice 2025 ;
- VU** le rapport d'orientation budgétaire 2025 qui définit le cadre et les orientations de la campagne budgétaire 2025 des établissements et services médico-sociaux (ESMS) pour personnes âgées relevant de l'article L. 314-3-1 du code de l'action sociale et des familles (CASF) de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- VU** la note de cadrage de la seconde phase de campagne budgétaire de l'année 2025 venant compléter le rapport d'orientation budgétaire 2025 ;
- VU** l'autorisation ou le renouvellement d'autorisation en date du 24/05/2005 autorisant la création de la structure dénommée EHPAD LES PATIOS DE ST JEAN, FINESS ET = 130017908, sise à TRETTS et gérée par l'entité dénommée ASSOCIATION TRETISOISE ATLAS, FINESS EJ = 130811011 ;

**CONSIDERANT** le Rapport d'Orientation Budgétaire de l'année 2025 qui définit le cadre et les orientations de la campagne budgétaire 2025 des établissements et services médico-sociaux (ESMS) pour personnes âgées relevant de l'article L. 314-3-1 du code de l'action sociale et des familles (CASF) de la région Provence Alpes Côte d'Azur ;

**CONSIDERANT** la note de cadrage de la seconde phase de campagne budgétaire de l'année 2025 venant compléter le rapport d'orientation budgétaire 2025 ;

**CONSIDERANT** la décision initiale n° 303 ;

#### DECIDE

**Article 1** A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, le forfait global de soins est fixé à 1 202 182,79 € au titre de 2025, dont 400 000 € à titre non reconductible.

La fraction forfaitaire mensuelle s'établit à 100 181,9 €.

Pour 2025, les tarifs sont décomposés comme suit :

	Forfait global de soins (en euros)
Hébergement Permanent	651 173,48
UHR	0
PASA	0
Hébergement Temporaire	0
Accueil de jour	0
Plateforme de répit et d'accompagnement	0
Financements complémentaires	551 009,31
SSIAD	0
Equipe Spécialisée Alzheimer	0

**Article 2** A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026, en application de l'article L.314-7 du CASF, le forfait global de soins est fixé, à titre transitoire, à 802 182,79 €.

La fraction forfaitaire mensuelle s'établit à 66 848,57 €.

Les tarifs de reconduction sont fixés à :

	Forfait global de soins (en euros)
Hébergement Permanent	651 173,48
UHR	0
PASA	0
Hébergement Temporaire	0
Accueil de jour	0
Plateforme de répit et d'accompagnement	0
Financements complémentaires	151 009,31
SSIAD	0
Equipe spécialisée Alzheimer	0

**Article 3** Les recours contentieux dirigés contre la présente décision doivent, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification, être portés :

- devant le Tribunal administratif de Marseille lorsque l'établissement ou le service concerné par le litige est situé dans les départements des Alpes-Maritimes, des Alpes-de-Haute-Provence, des Bouches-du-Rhône, des Hautes-Alpes et du Var ;
- devant le Tribunal administratif de Toulouse lorsque l'établissement ou le service concerné par le litige est situé dans le département de Vaucluse.

**Article 4** La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

**Article 5** Le Directeur Général de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'entité gestionnaire ASSOCIATION TRETISOISE ATLAS - FINESS EJ = 130811011 et à l'établissement concerné.

Fait à Marseille, le 03/12/2025

*signé automatiquement*

## INFORMATION RELATIVE A LA REFORME DU CONTENTIEUX DE LA TARIFICATION SANITAIRE ET SOCIALE

La loi n° 2023-1059 du 20 novembre 2023 d'orientation et de programmation du ministère de la justice 2023-2027 (article 56) supprime les tribunaux interrégionaux de la tarification sanitaire et sociale et la Cour nationale de la tarification sanitaire et sociale à compter du 1er janvier 2025. Elle transfère le contentieux de la tarification en 1<sup>er</sup> ressort à un certain nombre de tribunaux administratifs et l'appel à une cour administrative d'appel.

Ces dispositions, notamment la désignation des tribunaux administratifs et de la cour administrative d'appel compétents, devaient être précisées par décret en Conseil d'Etat.

Le décret n° 2024-1168 du 6 décembre 2024 *portant transfert de compétence entre juridictions de l'ordre administratif pour le contentieux de la tarification sanitaire et sociale* a été publié au Journal officiel de la République française le 7 décembre 2024.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, les tribunaux administratifs suivants seront compétents pour connaître des recours en 1<sup>er</sup> ressort selon le découpage géographique suivant :

**Tribunal administratif de Bordeaux** : Charente, Charente Maritime, Corrèze, Creuse, Deux-Sèvres, Dordogne, Gers, Gironde, Hautes Pyrénées, Haute-Vienne, Indre, Landes, Lot et Garonne, Pyrénées Atlantiques, Vienne ;

**Tribunal administratif de Lille** : Aisne, Eure, Nord, Oise, Pas-de-Calais, Seine Maritime, Somme ;

**Tribunal administratif de Lyon** : Ain, Allier, Ardèche, Cantal, Côte-d'Or, Drôme, Haute-Loire, Haute Savoie, Isère, Loire, Nièvre, Puy-de-Dôme, Rhône, Saône-et-Loire, Savoie, Yonne ;

**Tribunal administratif de Marseille** : Alpes-Maritimes, Alpes de Haute Provence, Bouches-du-Rhône, Corse du Sud, Haute Corse, Hautes Alpes, Var ;

**Tribunal administratif de Nancy** : Ardennes, Aube, Bas Rhin, Haut Rhin, Doubs, Haute Marne, Haute Saône, Jura, Marne, Meurthe et Moselle, Meuse, Moselle, Territoire de Belfort, Vosges ;

**Tribunal administratif de Nantes** : Calvados, Côtes d'Armor, Finistère, Ille et Vilaine, Loire Atlantique, Maine et Loire, Manche, Mayenne, Morbihan, Orne, Sarthe, Vendée ;

**Tribunal administratif de Paris** : Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte, La Réunion, Saint Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre et Miquelon, Seine et Marne, Seine Saint Denis, Val de Marne, Ville de Paris ;

**Tribunal administratif de Toulouse** : Ariège, Aude, Aveyron, Gard, Haute Garonne, Hérault, Lot, Lozère, Pyrénées Orientales, Tarn, Tarn et Garonne, Vaucluse ;

**Tribunal administratif de Versailles** : Cher, Essonne, Eure et Loir, Hauts de Seine, Indre et Loire, Loir et Cher, Loiret, Val d'Oise, Yvelines.

Le tribunal administratif compétent est celui dans le ressort duquel est situé l'établissement ou le service faisant l'objet du recours (et non le lieu du siège de l'autorité administrative ayant pris la décision contestée). Le délai de recours de deux mois sera applicable pour les décisions tarifaires prises à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025.

- Les recours contentieux dirigés contre une décision de tarification, **formés à compter du 1er janvier 2025**, doivent être portés devant le Tribunal administratif territorialement compétent, dans un délai d'un mois à compter de la publication de la décision concernée ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

## NOTE TECHNIQUE 2025

<b>FINESS ET</b>	<b>RAISON SOCIALE ET</b>	<b>COMMUNE</b>
<b>130017908</b>	<b>EHPAD LES PATIOS DE ST JEAN</b>	<b>TRETS</b>

Email 1 : direction@atlastrets.com

Réf. Interne : DOMS-1225-1681-I

Email 2 : direction@atlastrets.com

### CAPACITE INSTALLEE - NOMBRE DE PLACES

	au 31/12/2024	au 31/12/2025
<b>EHPAD / RA</b>	40	40
<b>HT</b>	0	0
<b>AJ</b>	0	0
<b>PASA</b>	0	0
<b>UHR</b>	0	0
<b>SSIAD</b>	0	0
<b>ESA</b>	0	0

### DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT SOINS AU 01/01/2025

Base totale au 01/01/2025

786 986,87

répartie comme suit :

Montant (en euros)

<b>EHPAD / RA</b>	⇒	635 977,56
<b>HT</b>	⇒	0
<b>AJ</b>	⇒	0
<b>PASA</b>	⇒	0
<b>UHR</b>	⇒	0
<b>PFR</b>	⇒	0
<b>SSIAD</b>	⇒	0
<b>ESA</b>	⇒	0
<b>FIN. COMP.</b>	⇒	151 009,31

### AUTRES ELEMENTS DE TARIFICATION

		Date de validation	Source	Référence valeur du point 2025
GMP pris en compte en 2025	845,00	10/03/2023	Attestation CD	
PMP pris en compte en 2025	217	22/05/2018	GALAAD	
PUI	NON			<b>TARIF GLOBAL AVEC PUI : 14,33€</b>
Valeur du point	11,57			<b>TARIF GLOBAL SANS PUI : 13,60€</b>
Option tarifaire (au 01/01/2025)	Tarif Partiel			<b>TARIF PARTIEL AVEC PUI : 12,25€</b>
Transmission des données dans SIDOBA (SSIAD)	0			<b>TARIF PARTIEL SANS PUI : 11,57€</b>

Calcul de la dotation plafond :  $((PMP \times 2,59) + GMP) \times \text{capacité} \times \text{valeur du point}$

Montant dotation plafond en euros 651 173,48

(pour les SSIAD le FGS cible 2027)

NC : Non Concerné

**ACTUALISATION**

		Taux (en %)		Montant (en euros)		Total base actualisée (en euros)
<b>EHPAD / RA</b>	⇒	2,35%	⇒	14 945,47	⇒	650 923,03
<b>HT</b>	⇒	0	⇒	0	⇒	0
<b>AJ</b>	⇒	0	⇒	0	⇒	0
<b>PASA</b>	⇒	0	⇒	0	⇒	0
<b>UHR</b>	⇒	0	⇒	0	⇒	0
<b>PFR</b>	⇒	0	⇒	0	⇒	0
<b>SSIAD</b>	⇒	0	⇒	0	⇒	0
<b>ESA</b>	⇒	0	⇒	0	⇒	0
<b>FIN. COMP.</b>	⇒	0	⇒	0	⇒	151 009,31

**RESORPTION DE L'ECART A LA DOTATION PLAFOND**

Montant (en euros)

Résorption de l'écart (Ecart à la dotation plafond **APRES** actualisation)

**MESURES NOUVELLES**

**CREATIONS / EXTENSIONS DE PLACES**

		Nombre de places	Montant (en euros)
<b>EHPAD / RA</b>	⇒	0	0
<b>HT</b>	⇒	0	0
<b>AJ</b>	⇒	0	0
<b>PASA</b>	⇒	0	0
<b>UHR</b>	⇒	0	0
<b>PFR</b>	⇒	0	0
<b>SSIAD</b>	⇒	0	0
<b>ESA</b>	⇒	0	0
<b>FIN. COMP.</b>	⇒	0	0

**AUTRES MESURES NOUVELLES**

<b>Stratégie des aidants</b>	0	<b>Création de places de SAD</b>	0
<b>Plan Solidarité Grand âge</b>	0	<b>Convergence SSIAD (partie soins)</b>	0
<b>Dispositif IDE de nuit</b>	0	<b>Création de postes de psychologues SAD</b>	0
<b>Soutien EHPAD</b>	0	<b>Transformation de l'offre</b>	0
<b>HT - SH</b>	0	<b>Tarif global</b>	0
<b>Taux d'encadrement</b>	0	<b>Pérennisation SSIAD renforcé</b>	0
<b>CRT</b>	0	<b>Indemnités nuit et JFD</b>	0
<b>Coordination des SAD</b>	0	<b>Développement ESA</b>	0
<b>Création de PASA</b>	0	<b>Complément convergence SSIAD</b>	0
<b>SEGUR Revalorisation salariale</b>	0	<b>Cotisations CNRACL</b>	0
		<b>TOTAL MESURES NOUVELLES</b>	<b>0</b>

**COMMENTAIRES MESURES NOUVELLES**

**REDEPLOIEMENTS**

		Nombre de places	Montant (en euros)
<b>EHPAD / RA</b>	⇒	0	0
<b>HT</b>	⇒	0	0
<b>AJ</b>	⇒	0	0
<b>PASA</b>	⇒	0	0
<b>UHR</b>	⇒	0	0
<b>PFR</b>	⇒	0	0
<b>SSIAD</b>	⇒	0	0
<b>ESA</b>	⇒	0	0
<b>FIN. COMP.</b>	⇒	0	0

**COMMENTAIRES REDEPLOIEMENTS**

**MISE EN RESERVE TEMPORAIRE - RETRAIT TEMPORAIRE --TARIFICATION A L'ACTIVITE**

		Nombre de places	Montant (en euros)	Retrait suite à contrôle a posteriori	Retrait suite à évaluation expérimentation
<b>EHPAD / RA</b>	⇒	0	0	0	0
<b>HT</b>	⇒	0	0	0	0
<b>AJ</b>	⇒	0	0	0	0
<b>PASA</b>	⇒	0	0	0	0
<b>UHR</b>	⇒	0	0	0	0
<b>PFR</b>	⇒	0	0	0	0
<b>SSIAD</b>	⇒	0	0	0	0
<b>ESA</b>	⇒	0	0	0	0
<b>FIN. COMP.</b>	⇒	0	0	0	0

**COMMENTAIRES MISE EN RESERVE TEMPORAIRE - TARIFICATION A L'ACTIVITE**

**COMMENTAIRES RETRAIT TEMPORAIRE ( SUITE À CONTROLE A POSTERIORI / EVALUATION EXPERIMENTATION )**

**CREDITS NON RECONDUCTIBLES 2025 (Montants en euros)**

Permanents syndicaux	0	Frais financiers	0
QVT (Qualité de vie au travail)	0	Financement transition énergétique	0
Recours à l'IA (intelligence artificielle)	0	Traitements onéreux prise en charge lourde	0
Gratification de stage	0	Frais de transport AJ	0
Régul effet année partielle	0	Fonds prévention Risques professionnels	0
Dispositif IDE de nuit	0	Modulation activité AJ	0
Suppléance à domicile	0	Modulation activité EHPAD	0
Expérimentation SSIAD renforcés	0	Pathos : Compensation et formation	0
CRT	0	Ukraine	0
ATHENA (Ex. PASA de nuit)	0	Primes Protocole régional AS / AMP	0
Formation TNMP	0	Réforme des SAD Achats de matériel	0
Unité Hébergement protégé	0	Réforme des SAD Appui juridique	0
Unité PHV	0	Réforme des SAD Formation	0
HTU-SH	0	Petit matériel médical	0
Expérimentation Autre dispositif innovant	0	Neutralisation convergence SSIAD	0
ESMS en difficulté	400 000	Autres CNR	0
		<b>TOTAL CNR</b>	<b>400 000</b>

**COMMENTAIRES CREDITS NON RECONDUCTIBLES 2025**

**AFFECTATION DU RESULTAT DU COMPTE ADMINISTRATIF 2023 (ESMS sous procédure contradictoire)**

RESULTAT RETENU	EXCEDENT	DEFICIT	COMMENTAIRE
Montant en €	0	0	-

**DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT POUR L'ANNEE 2025**

Dotation globale au 31/12/2025 (en euros)	1 202 182,79	Base au 01/01/2026 (en euros)	802 182,79
--	--------------	----------------------------------	------------

Agence régionale de santé PACA

R93-2025-12-03-00136

DECISION 130017999 20251203

**DECISION TARIFAIRE MODIFICATIVE N° 1100 FIXANT  
LE FORFAIT GLOBAL DE SOINS POUR 2025 CONCERNANT  
EHPAD TIERS TEMPS RES DU PALAIS - 130017999**

**Le Directeur Général de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur ;**

- VU** le Code de l'action sociale et des familles (CASF), notamment ses articles L. 314-3 et L. 314-3-1 ;
- VU** la Loi n° 2025-199 du 28 février 2025 de financement de la sécurité sociale pour 2025 ;
- VU** l'Article 18-II de la loi n° 2023-1195 du 18 décembre 2023 de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027 ;
- VU** le Décret n° 2025-86 du 30 janvier 2025 relatif au taux de cotisations vieillesse des employeurs des agents affiliés à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales ;
- VU** le Décret n°2024-1168 du 6 décembre 2024 portant transfert de compétence entre juridictions de l'ordre administratif pour le contentieux de la tarification sanitaire et sociale ;
- VU** le Décret du 16 juillet 2024 portant nomination de Monsieur Yann Bubien en qualité de Directeur Général de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- VU** l'Article 5 du Décret n° 2023-323 du 28 avril 2023 relatif à la tarification des soins infirmiers à domicile pour les personnes âgées et personnes handicapées ;
- VU** l'Arrêté du 02 juin 2025 fixant pour l'année 2025 l'objectif de dépenses et le montant total annuel des dépenses pour les établissements et services relevant de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie mentionnée à l'article L. 314-3 du code de l'action sociale et des familles et fixant le montant mentionné à l'article L. 314-3-4 du même code ;
- VU** l'Arrêté du 28 mai 2025 fixant pour 2025 les montants forfaitaires mentionnés aux II et III de l'article R. 314-138 du code de l'action sociale et des familles et le taux de revalorisation des produits de la tarification reconductible afférents aux soins applicables aux services proposant des prestations de soins infirmiers à domicile pour les personnes âgées et les personnes en situation de handicap ;
- VU** l'Arrêté du 28 mai 2025 fixant pour l'année 2025 les montants plafonds des forfaits journaliers mentionnés à l'article R. 314-207, au 1° de l'article D. 313-17, à l'article D. 313-18 et à l'article D. 313-20 du code de l'action sociale et des familles ;
- VU** l'Arrêté du 28 mai 2025 fixant pour 2025 les valeurs du point mentionnées à l'article R. 314-162 du code de l'action sociale et des familles ;
- VU** l'Arrêté du 22 avril 2025 portant modification de l'arrêté du 10 avril 2019 relatif à la généralisation du tableau de bord de la performance dans le secteur médico-social ;
- VU** l'Arrêté du 11 février 2025 portant délégation de signature à Monsieur David Catillon, en qualité de Directeur de la Direction de l'Offre Médico-Sociale de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- VU** l'Arrêté du 25 juin 2024 relatif à l'agrément de certains accords de travail applicables dans les établissements et services du secteur social et médico-social privé à but non lucratif ;
- VU** l'Instruction N° DGCS/SD3A/CNSA/2023/111 du 10 juillet 2023 relative aux autorisations d'engagement de dépenses pour les centres de ressources territoriaux et les services de soins infirmiers à domicile ;

- VU** la Décision n° 2025-10 du 02 juin 2025 du directeur de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie relative aux dotations régionales limitatives et à la moyenne nationale des besoins en soins requis pour l'année 2025 ;
- VU** l'Instruction interministérielle N° DGCS/SD5B/DSS/SD1A/CNSA/2025/148 du 26 novembre 2025 complétant l'instruction n°66 du 27 mai 2025 relative aux orientations de la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes en situation de handicap et des personnes âgées pour l'exercice 2025 ;
- VU** le rapport d'orientation budgétaire 2025 qui définit le cadre et les orientations de la campagne budgétaire 2025 des établissements et services médico-sociaux (ESMS) pour personnes âgées relevant de l'article L. 314-3-1 du code de l'action sociale et des familles (CASF) de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- VU** la note de cadrage de la seconde phase de campagne budgétaire de l'année 2025 venant compléter le rapport d'orientation budgétaire 2025 ;
- VU** l'autorisation ou le renouvellement d'autorisation en date du 24/05/2005 autorisant la création de la structure dénommée EHPAD TIERS TEMPS RES DU PALAIS, FINESS ET = 130017999, sise à MARSEILLE 06EME et gérée par l'entité dénommée SAS RESIDENCE DU PALAIS, FINESS EJ = 130055122 ;

**CONSIDERANT** le Rapport d'Orientation Budgétaire de l'année 2025 qui définit le cadre et les orientations de la campagne budgétaire 2025 des établissements et services médico-sociaux (ESMS) pour personnes âgées relevant de l'article L. 314-3-1 du code de l'action sociale et des familles (CASF) de la région Provence Alpes Côte d'Azur ;

**CONSIDERANT** la note de cadrage de la seconde phase de campagne budgétaire de l'année 2025 venant compléter le rapport d'orientation budgétaire 2025 ;

**CONSIDERANT** la décision initiale n° 304 ;

#### DECIDE

**Article 1** A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, le forfait global de soins est fixé à 1 626 057,04 € au titre de 2025, dont - 6 465,63 € à titre non reconductible.

La fraction forfaitaire **mensuelle** s'établit à 135 504,75 €.

Pour 2025, les tarifs sont décomposés comme suit :

	Forfait global de soins (en euros)
Hébergement Permanent	1 190 432,50
UHR	0
PASA	0
Hébergement Temporaire	56 294,74
Accueil de jour	88 333,38
Plateforme de répit et d'accompagnement	0
Financements complémentaires	290 996,42
SSIAD	0
Equipe Spécialisée Alzheimer	0

**Article 2** A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026, en application de l'article L.314-7 du CASF, le forfait global de soins est fixé, à titre transitoire, à 1 632 522,68 €.

La fraction forfaitaire mensuelle s'établit à 136 043,56 €.

Les tarifs de reconduction sont fixés à :

	Forfait global de soins (en euros)
Hébergement Permanent	1 240 033,86
UHR	0
PASA	0
Hébergement Temporaire	56 294,74
Accueil de jour	73 991,43
Plateforme de répit et d'accompagnement	0
Financements complémentaires	262 202,65
SSIAD	0
Equipe spécialisée Alzheimer	0

**Article 3** Les recours contentieux dirigés contre la présente décision doivent, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification, être portés :

- devant le Tribunal administratif de Marseille lorsque l'établissement ou le service concerné par le litige est situé dans les départements des Alpes-Maritimes, des Alpes-de-Haute-Provence, des Bouches-du-Rhône, des Hautes-Alpes et du Var ;
- devant le Tribunal administratif de Toulouse lorsque l'établissement ou le service concerné par le litige est situé dans le département de Vaucluse.

**Article 4** La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

**Article 5** Le Directeur Général de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'entité gestionnaire SAS RESIDENCE DU PALAIS - FINESS EJ = 130055122 et à l'établissement concerné.

Fait à Marseille, le 03/12/2025

*signé automatiquement*

## INFORMATION RELATIVE A LA REFORME DU CONTENTIEUX DE LA TARIFICATION SANITAIRE ET SOCIALE

La loi n° 2023-1059 du 20 novembre 2023 d'orientation et de programmation du ministère de la justice 2023-2027 (article 56) supprime les tribunaux interrégionaux de la tarification sanitaire et sociale et la Cour nationale de la tarification sanitaire et sociale à compter du 1er janvier 2025. Elle transfère le contentieux de la tarification en 1<sup>er</sup> ressort à un certain nombre de tribunaux administratifs et l'appel à une cour administrative d'appel.

Ces dispositions, notamment la désignation des tribunaux administratifs et de la cour administrative d'appel compétents, devaient être précisées par décret en Conseil d'Etat.

Le décret n° 2024-1168 du 6 décembre 2024 *portant transfert de compétence entre juridictions de l'ordre administratif pour le contentieux de la tarification sanitaire et sociale* a été publié au Journal officiel de la République française le 7 décembre 2024.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, les tribunaux administratifs suivants seront compétents pour connaître des recours en 1<sup>er</sup> ressort selon le découpage géographique suivant :

**Tribunal administratif de Bordeaux** : Charente, Charente Maritime, Corrèze, Creuse, Deux-Sèvres, Dordogne, Gers, Gironde, Hautes Pyrénées, Haute-Vienne, Indre, Landes, Lot et Garonne, Pyrénées Atlantiques, Vienne ;

**Tribunal administratif de Lille** : Aisne, Eure, Nord, Oise, Pas-de-Calais, Seine Maritime, Somme ;

**Tribunal administratif de Lyon** : Ain, Allier, Ardèche, Cantal, Côte-d'Or, Drôme, Haute-Loire, Haute Savoie, Isère, Loire, Nièvre, Puy-de-Dôme, Rhône, Saône-et-Loire, Savoie, Yonne ;

**Tribunal administratif de Marseille** : Alpes-Maritimes, Alpes de Haute Provence, Bouches-du-Rhône, Corse du Sud, Haute Corse, Hautes Alpes, Var ;

**Tribunal administratif de Nancy** : Ardennes, Aube, Bas Rhin, Haut Rhin, Doubs, Haute Marne, Haute Saône, Jura, Marne, Meurthe et Moselle, Meuse, Moselle, Territoire de Belfort, Vosges ;

**Tribunal administratif de Nantes** : Calvados, Côtes d'Armor, Finistère, Ille et Vilaine, Loire Atlantique, Maine et Loire, Manche, Mayenne, Morbihan, Orne, Sarthe, Vendée ;

**Tribunal administratif de Paris** : Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte, La Réunion, Saint Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre et Miquelon, Seine et Marne, Seine Saint Denis, Val de Marne, Ville de Paris ;

**Tribunal administratif de Toulouse** : Ariège, Aude, Aveyron, Gard, Haute Garonne, Hérault, Lot, Lozère, Pyrénées Orientales, Tarn, Tarn et Garonne, Vaucluse ;

**Tribunal administratif de Versailles** : Cher, Essonne, Eure et Loir, Hauts de Seine, Indre et Loire, Loir et Cher, Loiret, Val d'Oise, Yvelines.

Le tribunal administratif compétent est celui dans le ressort duquel est situé l'établissement ou le service faisant l'objet du recours (et non le lieu du siège de l'autorité administrative ayant pris la décision contestée). Le délai de recours de deux mois sera applicable pour les décisions tarifaires prises à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025.

- Les recours contentieux dirigés contre une décision de tarification, **formés à compter du 1er janvier 2025**, doivent être portés devant le Tribunal administratif territorialement compétent, dans un délai d'un mois à compter de la publication de la décision concernée ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

## NOTE TECHNIQUE 2025

<b>FINESS ET</b>	<b>RAISON SOCIALE ET</b>	<b>COMMUNE</b>
<b>130017999</b>	<b>EHPAD TIERS TEMPS RES DU PALAIS</b>	<b>MARSEILLE 06EME</b>

Email 1 : dir-palais-marseille@domusvi.com

Réf. Interne : DOMS-1225-1681-I

Email 2 : icaujolle@domusvi.com

### CAPACITE INSTALLEE - NOMBRE DE PLACES

	au 31/12/2024	au 31/12/2025
<b>EHPAD / RA</b>	67	67
<b>HT</b>	5	5
<b>AJ</b>	6	6
<b>PASA</b>	0	0
<b>UHR</b>	0	0
<b>SSIAD</b>	0	0
<b>ESA</b>	0	0

### DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT SOINS AU 01/01/2025

Base totale au 01/01/2025

1 578 888,85

répartie comme suit :

Montant (en euros)

<b>EHPAD / RA</b>	⇒	1 186 400,03
<b>HT</b>	⇒	56 294,74
<b>AJ</b>	⇒	73 991,43
<b>PASA</b>	⇒	0
<b>UHR</b>	⇒	0
<b>PFR</b>	⇒	0
<b>SSIAD</b>	⇒	0
<b>ESA</b>	⇒	0
<b>FIN. COMP.</b>	⇒	262 202,65

### AUTRES ELEMENTS DE TARIFICATION

		Date de validation	Source	Référence valeur du point 2025
GMP pris en compte en 2025	760,00	13/03/2023	Attestation CD	
PMP pris en compte en 2025	232	25/06/2024	Galaad	
PUI	NON			<b>TARIF GLOBAL AVEC PUI : 14,33€</b>
Valeur du point	13,6			<b>TARIF GLOBAL SANS PUI : 13,60€</b>
Option tarifaire (au 01/01/2025)	Tarif Global			<b>TARIF PARTIEL AVEC PUI : 12,25€</b>
Transmission des données dans SIDOBA (SSIAD)	0			<b>TARIF PARTIEL SANS PUI : 11,57€</b>

Calcul de la dotation plafond :  $((PMP \times 2,59) + GMP) \times \text{capacité} \times \text{valeur du point}$

Montant dotation plafond en euros : 1 240 033,86

(pour les SSIAD le FGS cible 2027)

NC : Non Concerné

### ACTUALISATION

		Taux (en %)		Montant (en euros)		Total base actualisée (en euros)
<b>EHPAD / RA</b>	⇒	2,35%	⇒	27 880,40	⇒	1 214 280,43
<b>HT</b>	⇒	0	⇒	0	⇒	56 294,74
<b>AJ</b>	⇒	0	⇒	0	⇒	73 991,43
<b>PASA</b>	⇒	0	⇒	0	⇒	0
<b>UHR</b>	⇒	0	⇒	0	⇒	0
<b>PFR</b>	⇒	0	⇒	0	⇒	0
<b>SSIAD</b>	⇒	0	⇒	0	⇒	0
<b>ESA</b>	⇒	0	⇒	0	⇒	0
<b>FIN. COMP.</b>	⇒	0	⇒	0	⇒	262 202,65

### RESORPTION DE L'ECART A LA DOTATION PLAFOND

Montant (en euros)

25 753,43

Résorption de l'écart (Ecart à la dotation plafond **APRES** actualisation)

### MESURES NOUVELLES

#### CREATIONS / EXTENSIONS DE PLACES

		Nombre de places		Montant (en euros)
<b>EHPAD / RA</b>	⇒	0	⇒	0
<b>HT</b>	⇒	0	⇒	0
<b>AJ</b>	⇒	0	⇒	0
<b>PASA</b>	⇒	0	⇒	0
<b>UHR</b>	⇒	0	⇒	0
<b>PFR</b>	⇒	0	⇒	0
<b>SSIAD</b>	⇒	0	⇒	0
<b>ESA</b>	⇒	0	⇒	0
<b>FIN. COMP.</b>	⇒	0	⇒	0

### AUTRES MESURES NOUVELLES

Stratégie des aidants	0	Création de places de SAD	0
Plan Solidarité Grand âge	0	Convergence SSIAD (partie soins)	0
Dispositif IDE de nuit	0	Création de postes de psychologues SAD	0
Soutien EHPAD	0	Transformation de l'offre	0
HT - SH	0	Tarif global	0
Taux d'encadrement	0	Pérennisation SSIAD renforcé	0
CRT	0	Indemnités nuit et JFD	0
Coordination des SAD	0	Développement ESA	0
Création de PASA	0	Complément convergence SSIAD	0
SEGUR Revalorisation salariale	0	Cotisations CNRACL	0
		<b>TOTAL MESURES NOUVELLES</b>	<b>0</b>

### COMMENTAIRES MESURES NOUVELLES

**REDEPLOIEMENTS**

		Nombre de places	Montant (en euros)
<b>EHPAD / RA</b>	⇒	0	0
<b>HT</b>	⇒	0	0
<b>AJ</b>	⇒	0	0
<b>PASA</b>	⇒	0	0
<b>UHR</b>	⇒	0	0
<b>PFR</b>	⇒	0	0
<b>SSIAD</b>	⇒	0	0
<b>ESA</b>	⇒	0	0
<b>FIN. COMP.</b>	⇒	0	0

**COMMENTAIRES REDEPLOIEMENTS**

**MISE EN RESERVE TEMPORAIRE - RETRAIT TEMPORAIRE --TARIFICATION A L'ACTIVITE**

		Nombre de places	Montant (en euros)	Retrait suite à contrôle a posteriori	Retrait suite à évaluation expérimentation
<b>EHPAD / RA</b>	⇒	0	0	0	0
<b>HT</b>	⇒	0	0	0	0
<b>AJ</b>	⇒	0	0	0	0
<b>PASA</b>	⇒	0	0	0	0
<b>UHR</b>	⇒	0	0	0	0
<b>PFR</b>	⇒	0	0	0	0
<b>SSIAD</b>	⇒	0	0	0	0
<b>ESA</b>	⇒	0	0	0	0
<b>FIN. COMP.</b>	⇒	0	0	0	0

**COMMENTAIRES MISE EN RESERVE TEMPORAIRE - TARIFICATION A L'ACTIVITE**

**COMMENTAIRES RETRAIT TEMPORAIRE ( SUITE À CONTROLE A POSTERIORI / EVALUATION EXPERIMENTATION )**

**CREDITS NON RECONDUCTIBLES 2025 (Montants en euros)**

Permanents syndicaux	0	Frais financiers	0
QVT (Qualité de vie au travail)	0	Financement transition énergétique	0
Recours à l'IA (intelligence artificielle)	0	Traitements onéreux prise en charge lourde	0
Gratification de stage	0	Frais de transport AJ	14 341,95
Régul effet année partielle	0	Fonds prévention Risques professionnels	28 793,77
Dispositif IDE de nuit	0	Modulation activité AJ	0
Suppléance à domicile	0	Modulation activité EHPAD	-49 601,35
Expérimentation SSIAD renforcés	0	Pathos : Compensation et formation	0
CRT	0	Ukraine	0
ATHENA (Ex. PASA de nuit)	0	Primes Protocole régional AS / AMP	0
Formation TNMP	0	Réforme des SAD Achats de matériel	0
Unité Hébergement protégé	0	Réforme des SAD Appui juridique	0
Unité PHV	0	Réforme des SAD Formation	0
HTU-SH	0	Petit matériel médical	0
Expérimentation Autre dispositif innovant	0	Neutralisation convergence SSIAD	0
ESMS en difficulté	0	Autres CNR	0
		<b>TOTAL CNR</b>	<b>-6 465,63</b>

**COMMENTAIRES CREDITS NON RECONDUCTIBLES 2025**

**AFFECTATION DU RESULTAT DU COMPTE ADMINISTRATIF 2023 (ESMS sous procédure contradictoire)**

RESULTAT RETENU	EXCEDENT	DEFICIT	COMMENTAIRE
Montant en €	0	0	-

**DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT POUR L'ANNEE 2025**

Dotation globale au 31/12/2025 (en euros)	1 626 057,04	Base au 01/01/2026 (en euros)	1 632 522,68
--	--------------	----------------------------------	--------------

Agence régionale de santé PACA

R93-2025-12-04-00011

DECISION PORTANT AUTORISATION DE LA  
PHARMACIE A USAGE INTERIEUR  
DE L'ASSOCIATION POUR LE TRAITEMENT DE  
L'INSUFFISANCE RENALE (ATIR) A AVIGNON  
(84000)

Direction de l'organisation des soins

Département pharmacie et biologie

DOS-1225-12933-D

**DECISION  
PORTANT AUTORISATION DE LA PHARMACIE A USAGE INTERIEUR  
DE L'ASSOCIATION POUR LE TRAITEMENT DE L'INSUFFISANCE RENALE (ATIR) A AVIGNON (84000)**

**Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Provence-Alpes-Côte d'Azur**

**Vu** le code de la santé publique et notamment ses articles, L.5126-1 et suivants, R.5126-8 et suivants et R.5126-12 et suivants ;

**Vu** le décret du 16 juillet 2024 portant nomination de monsieur Yann BUBIEN en tant que directeur général de l'Agence Régionale de Santé Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

**Vu** l'arrêté du 22 juin 2001 relatif aux bonnes pratiques de pharmacie hospitalière et ses annexes ;

**Vu** la décision du 21 juillet 2023 relative aux bonnes pratiques de préparation et ses annexes ;

**Vu** l'arrêté du préfet de Vaucluse en date du 23 avril 1985 autorisant l'association pour le traitement de l'insuffisance rénale à exploiter dans un local à AVIGNON (84000) – centre hospitalier sis 29 boulevard Pierre Brossolette une officine de pharmacie strictement réservée aux besoins de l'association ;

**Vu** l'arrêté du préfet de Vaucluse en date du 12 février 1993 autorisant le transfert de l'officine de pharmacie de l'association pour le traitement de l'insuffisance rénale de l'hôpital de Sainte-Marthe à AVIGNON (84000) dans de nouveaux locaux ;

**Vu** l'arrêté n°EXT2003-06-20-0144-DDASS du préfet de Vaucluse en date du 20 juin 2003 portant autorisation d'agrandissement de la pharmacie à usage intérieur de l'association pour le traitement de l'insuffisance rénale (ATIR) sise 355 chemin Baigne Pieds à AVIGNON (84000) ;

**Vu** l'arrêté n°05-012 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Provence-Alpes-Côte d'Azur en date du 25 mars 2005 portant autorisation de l'activité de vente de médicaments au public par la pharmacie à usage intérieur de l'association pour le traitement de l'insuffisance rénale (ATIR) sise 355 chemin Baigne Pieds à AVIGNON (84000) ;

**Vu** la décision n° P.U.I 2011.84.03 du Directeur de l'Agence Régionale de Santé de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur en date du 22 juillet 2011 autorisant l'approvisionnement en médicaments réservé à l'usage hospitalier par l'association pour le traitement de l'insuffisance rénale (ATIR) sis 355 chemin de Baigne Pieds à AVIGNON (84000) au bénéfice de l'association pour l'hospitalisation à domicile d'AVIGNON (HADAR) sise 1525 chemin du Lavarin à AVIGNON (84083) ;

**Vu** la demande reçue le 16 juillet 2025 présentée par monsieur DE NAUROIS Jean, Directeur Général de l'association pour le traitement de l'insuffisance rénale (ATIR), tendant à obtenir l'autorisation de la pharmacie à usage intérieur dont les locaux se situent au 355 chemin de Baigne Pieds à AVIGNON (84000) ;

Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur-Siège - 132, boulevard de Paris - CS 50039 - 13331 Marseille Cedex 03

Tél 04.13.55.80.10

<https://www.paca.ars.sante.fr/>

Page 1/4



**Vu** l'avis technique favorable émis le 4 décembre 2025 par le pharmacien inspecteur de santé publique ;

**Vu** l'avis favorable avec recommandations majeures du Conseil central de la section H de l'Ordre national des pharmaciens en date du 9 octobre 2025 ;

**Considérant** que les locaux de la pharmacie à usage intérieur, les aménagements, les équipements et le personnel tels que décrits dans le dossier de demande sont adaptés à l'activité de l'établissement, et permettent un fonctionnement conforme aux règles des bonnes pratiques et remplissent les conditions définies par le code de la santé publique ;

#### **DECIDE :**

##### **Article 1er** :

L'arrêté du préfet de Vaucluse en date du 23 avril 1985 autorisant l'association pour le traitement de l'insuffisance rénale à exploiter dans un local à AVIGNON (84000) – centre hospitalier sis 29 boulevard Pierre Brossolette une officine de pharmacie strictement réservée aux besoins de l'association est abrogé.

##### **Article 2** :

L'arrêté du préfet de Vaucluse en date du 12 février 1993 autorisant le transfert de l'officine de pharmacie de l'association pour le traitement de l'insuffisance rénale de l'hôpital de Sainte-Marthe à AVIGNON (84000) dans de nouveaux locaux est abrogé.

##### **Article 3** :

L'arrêté n°EXT2003-06-20-0144-DDASS du préfet de Vaucluse en date du 20 juin 2003 portant autorisation d'agrandissement de la pharmacie à usage intérieur de l'association pour le traitement de l'insuffisance rénale (ATIR) sise 355 chemin Baigne Pieds à AVIGNON (84000) est abrogé.

##### **Article 4** :

L'arrêté n°05-012 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Provence-Alpes-Côte d'Azur en date du 25 mars 2005 portant autorisation de l'activité de vente de médicaments au public par la pharmacie à usage intérieur de l'association pour le traitement de l'insuffisance rénale (ATIR) sise 355 chemin Baigne Pieds à AVIGNON (84000) est abrogé.

##### **Article 5** :

La décision n° P.U.I 2011.84.03 du Directeur de l'Agence Régionale de Santé de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur en date du 22 juillet 2011 autorisant l'approvisionnement en médicaments réservé à l'usage hospitalier par l'association pour le traitement de l'insuffisance rénale (ATIR) sis 355 chemin de Baigne Pieds à AVIGNON (84000) au bénéfice de l'association pour l'hospitalisation à domicile d'AVIGNON (HADAR) sise 1525 chemin du Lavarin à AVIGNON (84083) est abrogée.

##### **Article 6** :

La demande reçue le 16 juillet 2025 présentée par monsieur DE NAUROIS Jean, Directeur Général de l'association pour le traitement de l'insuffisance rénale (ATIR) tendant à obtenir l'autorisation de la pharmacie à usage intérieur dont les locaux se situent au 355 chemin de Baigne Pieds à AVIGNON (84000) est **accordée**.

##### **Article 7** :

Les locaux de la pharmacie à usage intérieur de l'association pour le traitement de l'insuffisance rénale (ATIR) sont situés au 355 chemin de Baigne Pieds à AVIGNON (84000), au sein du bâtiment administratif de cette association.

### **Article 8 :**

La pharmacie à usage intérieur de l'association pour le traitement de l'insuffisance rénale (ATIR) sise 355 chemin de Baigne Pieds à AVIGNON (84000) assure la desserte et le fonctionnement des soins de dialyse à domicile et des activités pharmaceutiques des unités de dialyse suivantes :

- AVIGNON
- APT
- L'ISLE SUR LA SORGUE
- CAVAILLON
- CARPENTRAS
- ORANGE

### **Article 9 :**

Le temps effectué par le pharmacien assurant la gérance de la pharmacie à usage intérieur est de 10 demi-journées par semaine, soit 1 équivalent temps plein.

### **Article 10 :**

La pharmacie à usage intérieur dispose de locaux, de moyens en personnels, de moyens en équipements et d'un système d'information lui permettant d'assurer les missions conformément à l'article L.5126-1 du code de la santé publique dans son paragraphe I :

- 1° D'assurer la gestion, l'approvisionnement, la vérification des dispositifs de sécurité, la préparation, le contrôle, la détention, l'évaluation et la dispensation des médicaments, produits ou objets mentionnés à l'article L.4211-1, des dispositifs médicaux stériles et des médicaments expérimentaux ou auxiliaires définis à l'article L.5121-1-1, et d'en assurer la qualité ;
- 2° De mener toute action de pharmacie clinique, à savoir de contribuer à la sécurisation, à la pertinence et à l'efficacité du recours aux produits de santé mentionnés au 1° de l'article L.5126-1 et de concourir à la qualité des soins, en collaboration avec les autres membres de l'équipe de soins mentionnée à l'article L.1110-12, et en y associant le patient ;
- 3° D'entreprendre toute action d'information aux patients et aux professionnels de santé sur les produits de santé mentionnés au 1° de l'article L.5126-1, ainsi que toute action de promotion et d'évaluation de leur bon usage, et de concourir à la pharmacovigilance, à la matériovigilance, et à la politique du médicament et des dispositifs médicaux stériles mentionnée à l'article L.6111-2.

### **Article 11 :**

Conformément à l'article R. 5126-32 du code de la santé publique, toute modification des éléments figurant dans cette décision, devra faire l'objet d'une nouvelle décision délivrée dans les mêmes conditions.

### **Article 12 :**

En cas de suppression de la pharmacie à usage intérieur, une autorisation devra être délivrée par le directeur général de l'agence régionale de santé après avis du conseil compétent de l'ordre national des pharmaciens en vertu des dispositions de l'article L.5126-4 du code de la santé publique.

### **Article 13 :**

Conformément à l'article R.5126-31 du code de la santé publique, l'autorisation susmentionnée prendra effet au plus tard à l'issue d'un délai d'un an à compter de la notification de la présente décision, sous peine de caducité.

### **Article 14 :**

La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification à l'intéressé et de sa publication pour les tiers.

**Article 15 :**

Le directeur de l'organisation des soins de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée au demandeur et publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Fait à MARSEILLE, le 4 décembre 2025

Signé

Agence régionale de santé PACA

R93-2025-12-08-00006

Décision portant autorisation de la pharmacie à usage intérieur de la Clinique Sainte Marthe Saint Joseph sise 9 traverse du Canet à MARSEILLE (13014).

Direction de l'organisation des soins  
Département pharmacie et biologie  
Réf : DOS-1225-13037-D

**DECISION**  
**portant autorisation de la pharmacie à usage intérieur**  
**de la Clinique Sainte Marthe Saint Joseph sise 9 traverse du Canet à MARSEILLE (13014)**

**Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Provence-Alpes-Côte d'Azur**

**Vu** le code de la santé publique et notamment ses articles L.5126-1 et suivants, R.5126-8 et suivants et R.5126-12 et suivants ;

**Vu** le décret du ministère du travail, de la santé et des solidarités du 16 juillet 2024, portant nomination de monsieur Yann BUBIEN en qualité de Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

**Vu** l'arrêté du 22 juin 2001 relatif aux bonnes pratiques de pharmacie hospitalière et ses annexes ;

**Vu** la décision du 21 juillet 2023 relative aux bonnes pratiques de préparation et ses annexes ;

**Vu** l'arrêté préfectoral des Bouches-du-Rhône du 23 juin 1970 autorisant la Maison de Santé de Sainte-Marthe sise Château Bertrandon, 257 chemin de Gibbes à MARSEILLE (13014) à exploiter une pharmacie hospitalière strictement réservée à l'usage intérieur, sous le numéro de licence 719 ;

**Vu** la décision PUI.2006.13.14 du 20 octobre 2006 du Directeur Général de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Provence-Alpes-Côte d'Azur portant autorisation de transfert des locaux de la pharmacie à usage intérieur de la Maison de Santé de Sainte-Marthe, sise 9 traverse du Canet à MARSEILLE (13308) ;

**Vu** la décision PUI.2007.13.17 du 16 août 2007 du Directeur Général de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Provence-Alpes-Côte d'Azur portant autorisation de modification des locaux de la pharmacie à usage intérieur de la Maison de Santé de Sainte-Marthe à MARSEILLE (13308) ;

**Vu** la demande du 1<sup>er</sup> septembre 2025, présentée par la Clinique Sainte Marthe Saint Joseph sise 9 traverse du Canet à MARSEILLE (13014), représentée par son Directeur, tendant à obtenir l'autorisation de la pharmacie à usage intérieur de la Clinique Sainte Marthe Saint Joseph située à la même adresse ;

**Vu** l'avis technique favorable émis le 30 septembre 2025 par le pharmacien inspecteur de santé publique ;

**Vu** l'avis favorable avec recommandation rendu le 4 décembre 2025 par le Conseil central de la section H de l'Ordre national des pharmaciens ;



**Considérant** que les locaux de la pharmacie à usage intérieur, les aménagements, les équipements et le personnel tels que décrits dans le dossier de demande sont adaptés à l'activité de l'établissement, permettent un fonctionnement conforme aux règles des bonnes pratiques et remplissent les conditions définies par le code de santé publique ;

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

L'arrêté préfectoral des Bouches-du-Rhône du 23 juin 1970 autorisant la Maison de Santé de Sainte-Marthe sise Château Bertrandon, 257 chemin de Gibbes à MARSEILLE (13014) à exploiter une pharmacie hospitalière strictement réservée à l'usage intérieur, sous le numéro de licence 719 est abrogé.

### **Article 2 :**

La décision PUI.2006.13.14 du 20 octobre 2006 du Directeur Général de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Provence-Alpes-Côte d'Azur portant autorisation de transfert des locaux de la pharmacie à usage intérieur de la Maison de Santé de Sainte-Marthe, sise 9 traverse du Canet à MARSEILLE (13308) est abrogée.

### **Article 3 :**

La décision PUI.2007.13.17 du 16 août 2007 du Directeur Général de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Provence-Alpes-Côte d'Azur portant autorisation de modification des locaux de la pharmacie à usage intérieur de la Maison de Santé de Sainte-Marthe à MARSEILLE (13308) est abrogée.

### **Article 4 :**

La demande du 1<sup>er</sup> septembre 2025, présentée par la Clinique Sainte Marthe Saint Joseph sise 9 traverse du Canet à MARSEILLE (13014), représentée par son Directeur, tendant à obtenir l'autorisation de la pharmacie à usage intérieur de la Clinique Sainte Marthe Saint Joseph située à la même adresse **est accordée**.

### **Article 5 :**

La pharmacie à usage intérieur implantée au rez-de-chaussée du bâtiment C de la Clinique Sainte Marthe Saint Joseph, assure la desserte et le fonctionnement des activités pharmaceutiques situées 9 traverse du Canet à MARSEILLE (13014).

### **Article 6 :**

Le temps effectué par le pharmacien assurant la gérance de la pharmacie à usage intérieur est de cinq demi-journées par semaine, soit 0,5 équivalent temps plein.

### **Article 7 :**

La pharmacie à usage intérieur dispose de locaux, de moyens en personnels, de moyens en équipements et d'un système d'information lui permettant d'assurer les missions conformément à l'article L.5126-1 du code de la santé publique dans son paragraphe I :

- 1° D'assurer la gestion, l'approvisionnement, la vérification des dispositifs de sécurité, la détention, l'évaluation et la dispensation des médicaments, produits ou objets mentionnés à l'article L.4211-1, des dispositifs médicaux stériles ;
- 2° De mener toute action de pharmacie clinique, à savoir de contribuer à la sécurisation, à la pertinence et à l'efficacité du recours aux produits de santé mentionnés au 1° et de concourir à la qualité des soins, en collaboration avec les autres membres de l'équipe de soins mentionnée à l'article L.1110-12, et en y associant le patient ;
- 3° D'entreprendre toute action d'information aux patients et aux professionnels de santé sur les produits de santé mentionnés au 1°, ainsi que toute action de promotion et d'évaluation de leur bon usage, et de concourir à la pharmacovigilance, à la matériovigilance, et à la politique du médicament et des dispositifs médicaux stériles mentionnée à l'article L.6111-2.

**Article 8 :**

Conformément à l'article R.5126-32 du code de la santé publique, toute modification des éléments figurant dans cette décision devra faire l'objet d'une nouvelle décision délivrée dans les mêmes conditions.

**Article 9 :**

En cas de suppression de la pharmacie à usage intérieur, une autorisation devra être délivrée par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Provence-Alpes-Côte d'Azur après avis du conseil compétent de l'ordre national des pharmaciens en vertu des dispositions de l'article L.5126-4 du code de la santé publique.

**Article 10 :**

Conformément à l'article R.5126-31 du code de la santé publique, l'autorisation susmentionnée prendra effet au plus tard à l'issue d'un délai d'un an à compter de la notification de la présente décision, sous peine de caducité.

**Article 11 :**

Cette décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification à l'intéressé et de sa publication pour les tiers.

**Article 12 :**

Le Directeur de l'organisation des soins de l'Agence Régionale de Santé Provence-Alpes-Côte d'Azur est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée au demandeur et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Fait à MARSEILLE, le 8 décembre 2025

Signé

Yann BUBIEN

Agence régionale de santé PACA

R93-2025-12-09-00012

DECISION PORTANT MODIFICATION DE LA  
DECISION PORTANT ATTRIBUTION DE LA  
LICENCE DE TRANSFERT N° 83#000721 A LA  
SELARL PHARMACIE DES ECOLES SISE 8 PLACE  
ANDRE ALLEGRE A LA LONDE-LES-MAURES  
(83250)

Le directeur général  
Direction de l'organisation des soins  
Département pharmacie et biologie  
DOS-1225-13102-D

---

**DECISION PORTANT MODIFICATION DE LA DECISION PORTANT ATTRIBUTION DE LA LICENCE DE TRANSFERT N° 83#000721 A LA SELARL PHARMACIE DES ECOLES SISE 8 PLACE ANDRE ALLEGRE A LA LONDE-LES-MAURES (83250)**

---

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Provence-Alpes-Côte d'Azur,

**Vu** le code de la santé publique et notamment les articles L. 5125-3 et suivants et R. 5125-1 et suivants ;

**Vu** le décret n° 2018-671 du 30 juillet 2018 pris en application de l'article L. 5125-3, 1° du code de la santé publique définissant les conditions de transport pour l'accès à une officine en vue de caractériser un approvisionnement en médicaments compromis pour la population ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 30 juillet 2018 fixant la liste des pièces justificatives accompagnant toute demande de création, de transfert ou de regroupement d'officines de pharmacie ;

**Vu** le décret du ministère du travail, de la santé et des solidarités du 16 juillet 2024 portant nomination de monsieur Yann BUBIEN en qualité de Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

**Vu** le décret du 16 juillet 2024 portant nomination de monsieur Yann BUBIEN en tant que directeur général de l'Agence Régionale de Santé Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

**Vu** la demande formulée le 21 août 2025 par la SELARL pharmacie des écoles – pharmacie Dayan, exploitée par monsieur DAYAN Michael pharmacien titulaire de l'officine de pharmacie sise 8 place André Allègre à la LONDE-LES-MAURES (83250) en vue d'obtenir l'autorisation de transfert dans un nouveau local situé au 4 place André Allègre à la LONDE-LES-MAURES (83250) ;

**Vu** la décision du 12 novembre 2025 du Directeur Général de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur portant attribution de la licence de transfert n° 83#000721 à la SELARL pharmacie des écoles sise 8 place André Allègre à LA LONDE-LES-MAURES (83250) ;

**Considérant** qu'une erreur matérielle s'est glissée dans la décision susvisée du 12 novembre 2025 du Directeur Général de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur portant attribution de la licence de transfert n° 83#000721 à la SELARL pharmacie des écoles sise 8 place André Allègre à LA LONDE-LES-MAURES (83250) ;



## DECIDE :

### **Article 1er :**

L'article 3 de la décision du 12 novembre 2025 du Directeur Général de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur portant attribution de la licence de transfert n° 83#000721 à la SELARL pharmacie des écoles sise 8 place André Allègre à LA LONDE-LES-MAURES (83250) est modifié comme suit :

### **Article 3 :**

La licence de transfert accordée est enregistrée sous le n° **83#000721**. Elle est octroyée à l'officine sise 4 place André Allègre à la LONDE-LES-MAURES (83250).

Cette licence ne pourra pas être cédée indépendamment du fonds de commerce auquel elle se rapporte. ».

### **Article 2 :**

Les autres termes de la décision du 12 novembre 2025 du Directeur Général de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur portant attribution de la licence de transfert n° 83#000721 à la SELARL pharmacie des écoles sise 8 place André Allègre à LA LONDE-LES-MAURES (83250) demeurent inchangés.

### **Article 3 :**

Cette décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification à l'intéressé et de sa publication pour les tiers.

### **Article 4 :**

Le directeur de l'organisation des soins de l'agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Fait à MARSEILLE, le 9 décembre 2025

Signé

Agence régionale de santé PACA

R93-2025-12-09-00006

Decision pui la costiere

Direction de l'organisation des soins

Département pharmacie et biologie

DOS-0925-8673-D

**DECISION  
PORTANT AUTORISATION DE LA PHARMACIE A USAGE INTERIEUR  
DE LA CLINIQUE LA COSTIERE, 171 CHEMIN DE LA COSTIERE,  
NICE (06000)**

**Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Provence-Alpes-Côte d'Azur**

**Vu** le code de la santé publique et notamment ses articles, L.5126-1 et suivants, R.5126-8 et suivants et R.5126-12 et suivants ;

**Vu** le décret du 16 juillet 2024 portant nomination de monsieur Yann BUBIEN en tant que Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

**Vu** l'arrêté du 22 juin 2001 relatif aux bonnes pratiques de pharmacie hospitalière et ses annexes ;

**Vu** la décision du 21 juillet 2023 relative aux bonnes pratiques de préparation et ses annexes ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 30 décembre 1975 du Préfet des Alpes-Maritimes portant licence n° 669 pour l'autorisation d'exploitation d'une pharmacie réservée au service intérieur de l'établissement de la Clinique La Costière ;

**Vu** la demande du 4 septembre 2025 présentée par monsieur JUST Jean-François, Président du Directoire de la Clinique La Costière, 171 chemin de la Costière à NICE (06000) tendant à obtenir l'autorisation de la pharmacie à usage intérieur ;

**Vu** l'avis favorable du Conseil central de la section H de l'Ordre national des pharmaciens en date du 30 octobre 2025 ;

**Vu** l'avis technique favorable émis le 25 novembre 2025 par le pharmacien inspecteur de santé publique ;

**Considérant** que les locaux de la pharmacie à usage intérieur, les aménagements, les équipements et le personnel tels que décrits dans le dossier de demande sont adaptés à l'activité de l'établissement, et permettent un fonctionnement conforme aux règles des bonnes pratiques et remplissent les conditions définies par le code de la santé publique ;

**DECIDE :**

**Article 1er :**

L'arrêté préfectoral du 30 décembre 1975 du Préfet des Alpes-Maritimes portant licence n° 669 pour l'autorisation d'exploitation d'une pharmacie réservée au service intérieur de l'établissement de la Clinique La Costière est abrogé.



## **Article 2 :**

La demande du 4 septembre 2025 présentée par monsieur JUST Jean-François, Président du Directoire de la Clinique La Costière, 171 chemin de la Costière à NICE (06000) tendant à obtenir l'autorisation de la pharmacie à usage intérieur **est accordée**.

## **Article 3 :**

La pharmacie à usage intérieur est implantée au niveau 5 de la Clinique La Costière, 171 chemin de la Costière à NICE (06000).

## **Article 4:**

La pharmacie à usage intérieur de la Clinique La Costière, 171 chemin de la Costière à NICE (06000) assure la desserte et le fonctionnement des activités pharmaceutiques des sites :

- Clinique de la Costière, 171 chemin de la Costière, NICE (06000) ;
- Hôpital de jour psychiatrique Les Collines, 171 chemin de la Costière, NICE (06000).

## **Article 5 :**

Le temps effectué par le pharmacien assurant la gérance de la pharmacie à usage intérieur est de 5 demi-journées par semaine, soit 0.5 équivalent temps plein.

## **Article 6 :**

La pharmacie à usage intérieur dispose de locaux, de moyens en personnels, de moyens en équipements et d'un système d'information lui permettant d'assurer les missions conformément à l'article L.5126-1 du code de la santé publique dans son paragraphe I :

- 1° D'assurer la gestion, l'approvisionnement, la vérification des dispositifs de sécurité, la préparation, le contrôle, la détention, l'évaluation et la dispensation des médicaments, produits ou objets mentionnés à l'article L.4211-1, des dispositifs médicaux stériles et des médicaments expérimentaux ou auxiliaires définis à l'article L.5121-1-1, et d'en assurer la qualité ;
- 2° De mener toute action de pharmacie clinique, à savoir de contribuer à la sécurisation, à la pertinence et à l'efficacité du recours aux produits de santé mentionnés au 1° de l'article L.5126-1 et de concourir à la qualité des soins, en collaboration avec les autres membres de l'équipe de soins mentionnée à l'article L.1110-12, et en y associant le patient ;
- 3° D'entreprendre toute action d'information aux patients et aux professionnels de santé sur les produits de santé mentionnés au 1° de l'article L.5126-1, ainsi que toute action de promotion et d'évaluation de leur bon usage, et de concourir à la pharmacovigilance, à la matériovigilance, et à la politique du médicament et des dispositifs médicaux stériles mentionnée à l'article L.6111-2.

## **Article 7 :**

Conformément à l'article R.5126-32 du code de la santé publique, toute modification des éléments figurant dans cette décision, devra faire l'objet d'une nouvelle décision délivrée dans les mêmes conditions.

## **Article 8 :**

En cas de suppression de la pharmacie à usage intérieur, une autorisation devra être délivrée par le directeur général de l'agence régionale de santé après avis du conseil compétent de l'ordre national des pharmaciens en vertu des dispositions de l'article L.5126-4 du code de la santé publique.

## **Article 9 :**

Conformément à l'article R.5126-31 du code de la santé publique, l'autorisation susmentionnée prendra effet au plus tard à l'issue d'un délai d'un an à compter de la notification de la présente décision, sous peine de caducité.

**Article 10** :

La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification à l'intéressé et de sa publication pour les tiers.

**Article 11** :

Le directeur de l'organisation des soins de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée au demandeur et publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Fait à MARSEILLE, le 9 décembre 2025

SIGNE